



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Israël, le temps de la guerre	Page 2
Guerre en Ukraine	
Ce qu'il faut retenir de la journée du dimanche 24 septembre	Page 3
Pour Poutine, cette guerre ne s'arrêtera pas à l'Ukraine », une conversation avec Grigori Yudin	Page 5
L'affrontement des deux Corée en Ukraine	Page 8
La Russie mène une guerre totale de l'information qui n'est possible que dans un régime autoritaire	Page 14
L'URSS n'en finit pas de mourir	Page 15
Retour de la guerre dans l'imaginaire européen et sciences sociales	Page 16
Le général Schill s'interroge : sommes-nous collectivement prêts à supporter le coût d'une guerre	Page 20
Un coup d'État singulier : trois raisons pour lesquelles le coup d'État au Niger se démarque des précédents coups d'État au Sahel	Page 21
Opération Barkhane au Sahel : à quand un vrai bilan	Page 25
La « guerre » du gaz naturel et les prétentions renouvelées de l'Algérie	Page 27
15 ans après l'embuscade d'Uzbin, enquête sur une "succession d'erreurs" de commandement	Page 29



Israël, le temps de la guerre

ÉDITO. Toute la stratégie suivie par Israël pour sa défense est mise à l'épreuve par la barbarie de ses ennemis.

Par Luc de Barochez



Publié le 09/10/2023 à 10h14, mis à jour le 09/10/2023 à 11h38

L'attaque du Hamas contre Israël a débuté le 7 octobre. © PATRICK BAZ / AFP

Soudain, l'État d'Israël est apparu vulnérable ; or, il ne peut se permettre de se montrer faible. L'attaque terroriste du 7 octobre, la plus meurtrière de son histoire, appelle une riposte à la hauteur du préjudice subi. Faute de quoi, les fanatiques voués à sa destruction s'enhardiront,

à commencer par l'Iran et les milices islamistes qui lui sont affiliées. Dans l'environnement brutal où vit l'État hébreu, toute faiblesse affichée peut être synonyme de condamnation à mort.

L'attaque ourdie par le Hamas, avec l'appui intéressé de Téhéran, révèle à ceux qui l'ignoraient encore la barbarie des ennemis auxquels Israël doit faire face. Ceux-là ne reculent ni devant les crimes de guerre ni devant le terrorisme le plus abject. Ils ont sciemment visé les civils désarmés, n'épargnant ni les femmes, ni les enfants, ni les personnes âgées. Ils ont tué les innocents par centaines, ils les ont violentés ou pris en otage, du seul fait qu'ils étaient juifs et qu'ils vivaient sur la terre d'Israël, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Le 7 octobre restera comme l'un des jours les plus noirs de l'histoire d'un État qui a pourtant connu son lot de jours sombres. Lors de la guerre du Kippour d'octobre 1973, une attaque surprise des États arabes faillit submerger Israël. Cinquante ans après, ses chefs politiques et militaires ont de nouveau été pris en défaut de manière dramatique. L'échec est triple. Le Renseignement n'a pas su détecter les signaux des préparatifs de l'agression. Les dirigeants politiques ont été incapables d'imaginer que le mouvement islamique pouvait organiser une attaque aussi massive. L'armée, enfin, a mis plusieurs heures à réagir, pendant lesquelles les terroristes ont massacré des civils sans pitié.

Apparue sans défense, la population israélienne est choquée, désorientée, traumatisée. Les scènes de liesse populaire qui ont éclaté à Naplouse, à Hébron, à Ramallah mais aussi à Beyrouth, à Bagdad ou à Téhéran, accroissent son sentiment d'isolement et d'abandon. Elle est renforcée dans sa conviction que la paix avec les Palestiniens est un mirage qu'il est parfaitement illusoire de poursuivre.



La fin des illusions

Page 3

Plus largement, c'est toute la stratégie défensive d'Israël qui est mise à l'épreuve. Les dirigeants du pays se leurraient en pensant que la question palestinienne pouvait être laissée de côté ; qu'ils pouvaient tolérer de laisser la bande de Gaza et ses 2 millions d'habitants aux mains du Hamas ; qu'en cas de coup dur, le bouclier antimissiles et les mesures de sécurité à la frontière suffiraient à protéger la population israélienne ; que des accords de normalisation avec des États arabes, tels que l'Arabie saoudite, pourraient accoucher d'un nouveau Proche-Orient où l'État juif trouverait sa place. Tout cela s'est écroulé en quelques heures, comme un château de cartes.

Et les Israéliens n'étaient pas les seuls à se bercer d'illusions. Le conseiller du président Joe Biden pour la sécurité nationale, Jake Sullivan, affirmait une semaine avant l'attaque que « le Proche-Orient n'a jamais été aussi calme depuis vingt ans ». À Washington comme à Jérusalem, l'impression fautive prévalait que le Hamas avait plus intérêt à préserver son pouvoir à Gaza qu'à déclencher une guerre qui pourrait le faire chuter.

C'était ignorer le dessein scélérat du mouvement islamiste palestinien dont l'ambition suprême est d'extirper le sionisme et de rejeter les Juifs à la mer. Trente ans après les accords d'Oslo qui avaient soulevé de si grands espoirs, la corruption et le discrédit de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas – largement subventionnée par les Européens – ont laissé le champ libre aux nihilistes. Israël sait que ses ennemis, qui ne sont pas seulement à Gaza, sont à l'affût du moindre signe de faiblesse. Les groupes armés en Cisjordanie, le Hezbollah chiite au Liban, le régime de Bachar el-Assad en Syrie, les ayatollahs en Iran, sont prêts à entrer dans la danse s'ils sentent l'odeur du sang.

On sait que, au bout du compte, seule une solution politique pourra mettre fin au cycle de violences au Proche-Orient. Pour l'instant, cependant, une telle solution est hors d'atteinte. Il y a un temps pour tout sous le soleil, dit le livre de Qohélet (l'Ecclésiaste) dans la Bible. Un jour, le temps de la paix reviendra. Mais en attendant, il faut en passer par le temps de la guerre. Dans la grande confrontation ouverte par l'assaut terroriste du 7 octobre, une chose est sûre : Tsahal finira par prévaloir.

Guerre en Ukraine : ce qu'il faut retenir de la journée du dimanche 24 septembre



Dimanche, le gouverneur de la région de Kherson, Oleksandr Prokudin, a fait état de frappes ayant fait "des morts et des blessés".

Article rédigé par franceinfo avec AFP
France Télévisions - Publié le 24/09/2023 19:42
Mis à jour le 24/09/2023 19:43

Un soldat ukrainien à Toretsk (Ukraine), le 23 septembre 2023. (AGENCY / AFP)WOLFGANG SCH



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Un drone ukrainien a frappé un bâtiment administratif dans le centre de la ville de Kursk (Russie), ont annoncé les autorités russes, dimanche 24 septembre. En Ukraine, le gouverneur de la région de Kherson, Oleksandr Prokudin, a fait état de frappes ayant fait *"des morts et des blessés"*. Franceinfo revient sur les faits marquants de la journée.

Un bâtiment touché par un drone ukrainien en Russie

Un bâtiment administratif a ainsi été touché par un drone ukrainien dans la ville de Kursk, dans le sud de la Russie, à environ 90 kilomètres de la frontière avec l'Ukraine. *"Le toit a été légèrement endommagé. Les employés des services d'urgence sont sur place"*, a déclaré le gouverneur, Roman Starovoyt, sur Telegram.

Le mois dernier, un drone ukrainien avait provoqué d'importants dégâts à la gare de Kursk, faisant cinq blessés. Ces derniers mois, Kiev a lancé des attaques quasi quotidiennes contre des villes russes, sur fond de contre-offensive ukrainienne entamée début juin contre les forces russes.

Des bombardements dans la région de Kherson

Le gouverneur de la région de Kherson, Oleksandr Prokudin, a annoncé sur Telegram que des bombardements russes, dimanche, avaient fait *"des morts et des blessés"*. Selon le gouverneur, une femme et un homme ont péri dans ces attaques. Le dirigeant a également annoncé dimanche après-midi des frappes à Kherson, dans *"une zone industrielle dans le quartier de Dniepr"* et *"une infrastructure civile dans le quartier de Korabelny"*.

Un deuxième cargo de blé ukrainien à Istanbul

Un deuxième cargo de blé ukrainien est arrivé à Istanbul via la mer Noire, dimanche 24 septembre, selon les sites de suivi du trafic maritime. L'Aroyat, un vraquier battant pavillon de Palau, était parti vendredi de Tchernomorsk, proche d'Odessa. Il est le deuxième navire à emprunter un corridor maritime mis en place par Kiev, le long des côtes occidentales de la mer Noire, pour contourner le blocus de la Russie.

Selon les sites Marine Traffic et Vessel Finder, le cargo Aroyat, qui transporte 17 600 tonnes de blé ukrainien à destination de l'Égypte, se trouvait dimanche matin à la sortie sud du Bosphore, en mer de Marmara. Il devait se diriger vers le détroit des Dardanelles pour rejoindre la Méditerranée.

Moscou s'est retiré en juillet d'un accord international signé en juillet 2022, sécurisant l'exportation des produits agricoles ukrainiens via la Mer Noire.



« Pour Poutine, cette guerre ne s'arrêtera pas à l'Ukraine », une conversation avec Grigori Yudin

jeu. 14 sept. à 14:30

La guerre en Ukraine dure depuis 18 mois. D'un point de vue extérieur, il est difficile d'évaluer comment les citoyens russes ordinaires perçoivent l'invasion. Dans quelle mesure la société russe est-elle unie sur ce sujet ?

De manière générale, c'est une société profondément divisée. On parle d'un pays où le niveau de confiance interpersonnelle est incroyablement bas et où le niveau d'intérêt pour la politique est extrêmement faible — en particulier l'engagement et la croyance en la capacité individuelle à influencer le cours des choses politiques. La guerre est généralement perçue comme quelque chose d'extérieur. Il n'y a rien à faire à ce sujet. Cela ne peut pas vraiment engendrer d'unité. Cela suscite surtout beaucoup de peur, d'incertitude et de désespoir.

Je dirais qu'on peut diviser la société russe en trois catégories. Le premier groupe soutient la guerre. Il est composé de personnes émotionnellement impliquées et parfois même militarisées. Ils soutiennent l'armée avec des ressources. Beaucoup demandent plus de brutalité, plus d'agressivité. Il s'agit d'une minorité — je dirais 15 à 20 % — mais qu'on entend beaucoup en raison de la distorsion de la sphère publique. Leurs voix sont incroyablement amplifiées. C'est même plus ou moins la seule voix que l'on peut entendre. Je rangerais à l'autre bout une autre minorité. Celle qui ne perçoit pas cette guerre comme juste, qui est dégoûtée par la guerre et qui la considère également comme une erreur fatale qui va entraîner beaucoup de souffrances pour la Russie. Ce n'est qu'une estimation, mais je dirais tout de même que cette minorité est légèrement plus importante que la précédente. Le troisième groupe se situe au milieu. Il est composé de personnes qui essaient de ne pas suivre ce qui se passe, de le repousser. C'est dans cette dernière catégorie que se trouve l'écrasante majorité. Ce groupe intermédiaire est fondamentalement prêt à accepter tout ce qui se passe. C'est l'attitude dominante, car la capacité d'influencer la situation est presque nulle.

Existe-t-il des différences importantes selon les groupes d'âge ou les zones géographiques ?

En y regardant de plus près, on peut en effet dégager les clivages qui existent dans la société russe. Le plus important d'entre eux est peut-être le fossé générationnel. La guerre est soutenue par les personnes âgées qui veulent bien du monde que les élites russes proposent. La perception de la guerre et de la situation est très différente d'une génération à l'autre.

Le deuxième clivage est celui des revenus. Ce n'est pas seulement une guerre des vieux, c'est aussi une guerre des riches. Fondamentalement, c'est une guerre de ceux qui ne vont pas y mourir. Les personnes âgées sont pour la mobilisation totale, mais ils n'iront pas à la guerre, ils y enverront leurs enfants. Il en va de même pour les revenus. Les riches ne vont pas se faire tuer. Ils enverront simplement les pauvres. Ces clivages créent de nombreuses tensions.

Si, à l'heure actuelle, ces tensions sont étouffées par la situation sur le front, mais elles existent bel et bien.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Compte tenu de ces disparités, l'Empire russe est-il fragile ?

Il est moribond. On peut le constater parce qu'il n'offre pratiquement rien aux régions qu'il veut contrôler. La seule chose qu'il offre est l'idée de ramener l'Union soviétique — ce qui est fondamentalement un fantasme. Il n'y a pas de projet de civilisation. C'est ce qui le rend totalement inintéressant à la fois pour les Ukrainiens et pour les autres pays. Et c'est ce qui fait qu'ils ne croient qu'en la force. S'ils ne veulent pas être là avec nous, nous les forcerons, au lieu de leur offrir quelque chose. En ce sens, c'est un empire très fragile. Il est plus ou moins clair que la fin de l'empire ne passe pas nécessairement par sa dissolution, mais par la mise à mort de l'idée impériale et la transformation de la Russie en république. C'est ce qui s'est passé en Allemagne, c'est ce qui s'est passé en France. C'est la façon habituelle de surmonter l'idée impériale.

Vous affirmez que la majeure partie de la société est apolitique. Pourquoi le Russe moyen est-il si indifférent à la politique ?

Parce que la politisation a lieu lorsqu'il existe une possibilité d'action politique — or il n'y en a aucune en Russie. Personne en Russie ne croit pouvoir influencer les événements. La politisation est synonyme d'action collective, car la politique est une affaire de collectivité, de solidarité. Et il n'y a aucune possibilité d'action collective. Le régime qui a construit cela a toujours détruit toutes les formes de solidarité en Russie. Toute forme d'action collective est supprimée et discréditée. Par conséquent, le sens commun veut que l'on ne se préoccupe que de soi-même.

La mobilisation militaire a-t-elle un impact sur la cohésion de l'État et de la société ?

La mobilisation reflète mais aussi renforce ces disparités. Elle est sélective et ciblée. Elle vise les personnes qui ont le moins de capital, non seulement économique, mais aussi social : car pour fuir ou se cacher, il faut disposer d'un soutien social suffisant. La plupart des gens en Europe ne comprennent pas que la grande majorité des Russes n'ont jamais été à l'étranger. 70 % n'ont jamais eu de passeport. Où fuir, où se cacher ? C'est un immense défi.

Il y a aussi une incitation financière à s'engager dans l'armée. La plupart de ces personnes n'auraient jamais gagné autant d'argent. Une bonne partie d'entre eux savent qu'ils vont probablement mourir. Mais leur vie vaut-elle la peine d'être vécue ? Pour beaucoup, la réponse est non. La plupart des endroits où ils sont recrutés sont très sombres. C'est comme s'ils avaient toujours vécu en guerre. C'est donc la combinaison de la peur, du manque d'orientation et de la seule voie lucrative de mobilité ascendante qui pousse les gens à s'engager dans l'armée. Ce n'est pas sans limites, bien sûr, mais cela marche quand même.

Nombreux sont ceux qui pensent que le seul moyen de mettre fin à cette guerre serait de conclure un traité de paix. Vous affirmez que l'Occident ne devrait pas négocier avec Poutine. Pourquoi ?

L'objet de cette guerre, c'est la souveraineté de l'Ukraine. L'idée de forcer les Ukrainiens à s'asseoir à la table des négociations est condescendante. Cela revient à accepter implicitement l'idée de Poutine selon laquelle l'Ukraine n'est pas un pays souverain et que quelqu'un d'autre va dicter les conditions. Poutine se retranche dans sa conviction que l'Ukraine n'existe pas. C'est ce que les gens ne comprennent pas. Cependant, la négociation et le rétablissement des relations entre les pays sont nécessaires et même inévitables.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Mais pour ce faire, il y a un obstacle à retirer : des gens au Kremlin qui détruisent les relations entre des groupes culturellement proches. Ensuite, des négociations seront certainement nécessaires. Je pense que Volodymyr Zelensky l'a dit très clairement : Il n'y aura pas de négociations avec les dirigeants actuels, mais il y en aura avec le prochain gouvernement russe. Il faudra rétablir les relations. Et bien sûr, de notre côté, nous devons déployer beaucoup d'efforts pour y parvenir.

La fin de la guerre n'est-elle donc possible qu'après Poutine ?

Tant que Poutine sera au pouvoir, la guerre se poursuivra et s'intensifiera. Pour Poutine, cette guerre n'a rien à voir avec l'Ukraine. C'est une guerre pour restaurer l'empire. Et l'empire comprend sans aucun doute les pays du Pacte de Varsovie. Et comme il ne croit pas à la neutralité, l'objectif n'est évidemment pas de rendre ces pays neutres, mais de les faire revenir dans la sphère d'influence russe. Cela inclut l'Allemagne de l'Est. S'il réussit, ce processus ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. La Moldavie figure déjà clairement dans les plans militaires de son opération. Celle-ci échoue lamentablement, mais si l'armée russe s'était emparée d'Odessa, la Moldavie aurait été envahie. Ce n'est que la première étape de cette guerre gigantesque qu'il est en train de déclencher. Sa vision est celle d'une guerre inévitable avec l'Occident, avec l'OTAN. Il ne la perçoit pas comme une guerre de choix — ce qu'elle est, bien sûr. Si la guerre réussit, l'Occident en sortira indéniablement grandi. Et le calcul est également très clair : personne ne va risquer une guerre nucléaire pour la Pologne, la Lituanie ou l'Estonie. Je ne dis pas que ce plan va fonctionner. Je n'y crois pas. Mais c'est le plan. Gardons-le toujours à l'esprit.

Vous avez critiqué le gouvernement allemand en disant qu'il avait commis une grave erreur dans sa coopération avec la Russie, en concentrant ses efforts sur Poutine et l'élite dirigeante. À quoi pourrait ressembler une coopération avec la Russie à l'avenir ?

Je sais que la politique russe de l'Allemagne fait l'objet de nombreuses critiques, et je ne pense pas que toutes justifiées, car il est tout à fait naturel de chercher à coopérer avec un grand pays avec lequel on a beaucoup d'histoire commune. Pour moi, cela n'a jamais été une erreur. L'erreur était l'idée que la coopération devait être maintenue avec les élites dirigeantes et pas avec la société. Au moins depuis le soulèvement brutalement réprimé en Russie en 2011 et 2012, il était très clair que les hommes d'affaires et les politiciens allemands traitaient avec des personnes qui étaient prêtes à détruire la démocratie russe. C'est ce que nous disons aux Allemands depuis de nombreuses années. Ce que faisait la chancelière Merkel était insensé. Cela revenait à échanger la sécurité de toute l'Europe contre un terrible accord sur les ressources énergétiques opérationnelles. Le gouvernement n'aurait pas dû s'engager totalement avec cette si mince élite, qui était très désireuse de réprimer la société russe. Cela ne devrait pas se reproduire. Il est nécessaire d'établir une communication interpersonnelle. Il faut plus d'interaction, plus d'engagement, plus de participation. Le gouvernement allemand actuel a eu la brillante idée de lever l'obligation de visa pour les jeunes Russes. Mais cela s'est produit en décembre 2021, alors qu'il était clair pour moi que la guerre était imminente. C'était trop tard. Il aurait fallu le faire au moins vingt ans plus tôt. Ce sont là des occasions manquées dont nous devons tirer les leçons.

Cette interaction manquante est-elle aussi la raison pour laquelle la propagande de l'État est si efficace ?



Plusieurs raisons font que la propagande d'État fonctionne toujours. La stratégie générale consiste à démobiliser les gens. Elle vous dit que tout est sous contrôle, qu'ils sont du bon côté. Pour créer cette perception, elle raconte beaucoup de contes de fées sur ce qui se passe en Allemagne et simplifie considérablement la façon dont le monde est structuré aujourd'hui. L'expérience directe contribue à changer cela. Les personnes qui ont l'occasion de partir à l'étranger prennent soudain conscience que les choses peuvent être différentes. Leur imagination commence à fonctionner. Malheureusement, la mentalité dominante en Russie est que l'on vit dans un monde sans alternative. legrandcontinent.eu

L'affrontement des deux Corée en Ukraine

mar. 19 sept. à 14:00

L'affrontement entre les deux Corée remonte au 25 juin 1950, date qui marque le début de l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord, qui emprunte son idéologie au marxisme-léninisme et bénéficie à cette époque du soutien de ses deux voisines : l'Union soviétique (URSS) et la République populaire de Chine (RPC). Cette guerre entre les deux Corée durera jusqu'au 27 juillet 1953, le décès de Joseph Staline incitant les dirigeants soviétiques à exhorter leurs partenaires nord-coréens à accepter un armistice avec Séoul, dans un souci de soustraire l'URSS à un effort de guerre coûteux et surtout susceptible de déboucher sur une escalade nucléaire avec les États-Unis (1).

Si l'année 1953 marque ainsi la fin de la confrontation directe entre les deux Corée, cette année correspond également à une nouvelle étape du processus de radicalisation idéologique des deux belligérants. Pour Pyongyang, les Occidentaux, en particulier les États-Unis, sont la cause de tous les maux du pays, et Kim Il-sung s'engage alors à poursuivre une politique étrangère exclusivement orientée vers l'URSS et la Chine de Mao Zedong. Quant aux dirigeants de Séoul, leur approche est diamétralement opposée et vise à se concentrer sur le renforcement des relations avec les États-Unis.

En dépit de la chute de l'Union soviétique en 1991, et à l'instar de nombreux États post-soviétiques, y compris de la Russie à cette époque, Pyongyang préférera poursuivre une politique d'isolement plutôt que d'entamer un rapprochement avec le monde occidental, ce qui aura pour conséquence de renforcer l'isolement des Nord-Coréens vis-à-vis du reste du monde, conférant à la Corée du Nord cette image de « royaume ermite » (2).

Il faudra attendre l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 pour que cette dynamique d'isolement bascule, Pyongyang voyant dans le regain des tensions entre Occident et Russie une opportunité de rapprochement avec Moscou, renouant ainsi avec la dynamique qu'entretenaient les deux pays du temps de la guerre froide (3). L'aide de la Corée du Nord à la Russie prend plusieurs formes, avec notamment l'envoi de munitions aux troupes russes (4), mais aussi de travailleurs nord-coréens qui auront pour tâche de reconstruire les territoires ukrainiens accaparés par la Russie (5).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Loin de rester en marge de cette guerre, Séoul a compris que le soutien au monde occidental en Ukraine est nécessaire pour affaiblir la Russie et, in fine, Pyongyang. Février 2022 marque dans ce contexte un tournant dans le rapprochement de Séoul avec l'Otan, le Secrétaire général de l'Alliance demandant explicitement à la Corée du Sud de s'impliquer davantage pour aider militairement l'Ukraine (6).

Au cours de la même année, les exportations d'armes sud-coréennes à destination des pays de l'Otan enregistreront une hausse de 140 % pour atteindre 17,3 milliards de dollars (7), dont plus de 12,4 Mds \$ pour la Pologne (8), ce qui permet à Varsovie de transférer des équipements militaires supplémentaires à l'Ukraine (9).

Cet article examine la manière dont les deux Corée contribuent à l'effort de guerre en Ukraine et cherche à identifier si cela peut s'apparenter à un processus de guerre par procuration mené par deux puissances asiatiques sur un théâtre d'opérations européen.

Le soutien de Pyongyang à Moscou

Le support de la Corée du Nord à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 est compréhensible dans la mesure où les deux pays partagent des intérêts similaires, notamment dans leur lutte contre l'influence américaine.

Dès lors, on ne saurait s'étonner du fait que la Corée du Nord ait été l'un des cinq pays à voter contre la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie (10) ainsi qu'un des trois pays à reconnaître les républiques séparatistes pro-russes de Donetsk et de Lougansk (officiellement annexées à l'automne 2022) comme une partie du territoire de la Fédération de Russie (11).

En parallèle du rapprochement diplomatique, il semble essentiel de rappeler que le soutien de Pyongyang à Moscou stimule les échanges bilatéraux, qui étaient en baisse depuis la chute de l'Union soviétique, et aux yeux du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, la Russie représente des opportunités financières non négligeables. À ce titre, et ce avant même le début de la guerre en Ukraine, Pyongyang envoyait des ouvriers en Russie, ces derniers reversant leurs salaires au régime nord-coréen. Selon une déclaration du ministère russe des Affaires étrangères datant de décembre 2018 (12), plus de 21 000 travailleurs nord-coréens travaillaient en Russie, dont environ 19 000 dans des usines, des fermes ou des chantiers de construction. Qui plus est, la présence de travailleurs nord-coréens ne semble pas se limiter à la Russie, dans la mesure où 400 d'entre eux étaient en Abkhazie, un territoire partiellement reconnu dans le Caucase du Sud (13).

Ces échanges se font dans les deux sens, la Russie considérant pour sa part la Corée du Nord comme un pays susceptible d'absorber une partie de ses exportations, notamment de céréales, de gaz et de produits pharmaceutiques, quand bien même les quantités exportées par la Russie vers la Corée du Nord restent négligeables par rapport aux échanges sino-russes (14).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Outre l'aspect commercial, la Russie apparaît comme un bouclier diplomatique face au monde occidental, du fait de son statut de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, et permet à Pyongyang de disposer d'un allié face aux Occidentaux.

Il faut toutefois noter que Pyongyang se garde la possibilité de reconnaître diplomatiquement les trois territoires d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et de Transnistrie, qui sont pourtant reconnus par la Russie, tant pour disposer d'un argument de négociation avec les Russes qu'avec les Occidentaux. Cela pourrait également contrarier Pékin en entraînant un débat sur la reconnaissance diplomatique de Taïwan par les Occidentaux sur la base de la Convention de Montevideo, ce qui ne serait pas dans l'intérêt de Pyongyang, car nuisible aux relations sino-nord-coréennes qui sont déjà ambiguës (15).

Un support militaire contrasté

Sur le plan militaire, l'aide accordée par Pyongyang à Moscou n'est pas déterminante, mais demeure non négligeable dans la mesure où les standards nord-coréens s'inspirent du modèle soviétique, ce qui permet une interopérabilité des munitions et des équipements.

Bien que les chars de l'armée populaire coréenne soient principalement des T-55 (au nombre d'environ 2 000) de conception soviétique remontant aux années 1950 (16), Pyongyang dispose d'équipements plus modernes, avec des chars Pokpung-ho datant des années 2000 et des M2020, conçus sur le modèle du T-14 russe (17). Toutefois, les quantités produites pour le M2020 semblent être de l'ordre d'une dizaine, et la question de l'interopérabilité de ces équipements indigènes plus récents et qui pourraient aider les troupes russes en Ukraine, se pose.

Comme pour les forces terrestres, le soutien apporté par l'armée de l'air nord-coréenne est soumis à controverse. La majorité des équipements des forces aériennes remontent à l'ère soviétique. Les 35 MiG-29 et les 20 hélicoptères Mil Mi-24 sont les seuls appareils modernes dont dispose Pyongyang au moment de la rédaction de cet article, et ne semblent pas en mesure de pouvoir aider les troupes russes (18).

Par conséquent, Pyongyang semble se contenter, faute de mieux, de fournir des munitions aux troupes russes avec des missiles antichars et sol-air ainsi que des grenades propulsées par fusée (19). Compte tenu du fait que le seul point de passage entre la Corée du Nord et la Russie est le pont de l'amitié Corée-Russie, il semblerait que ce soit plutôt les réseaux informels du groupe Wagner (20), via des pays tiers, qui reçoivent les équipements nord-coréens avant de les faire transiter vers l'Ukraine (21).

L'approvisionnement en munitions semble toutefois soulever plusieurs questions, ce qui explique sa controverse. La Russie aurait-elle intérêt à acheter des munitions à la Corée du Nord, puis à les transporter du Pacifique à la mer Noire, une distance considérable ? Si tel est le cas, cela confirmerait le manque de réserves russes sur l'ensemble du territoire. De même, la Russie pourrait se procurer des munitions soviétiques dans des pays plus proches comme la Biélorussie, voire en Transnistrie, région qui dispose de plus de 20 000 tonnes d'armes et de munitions stockées à Cobasna (dont 57 % sont obsolètes et ne peuvent être utilisées ou transportées) (22).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

En résumé, si le support diplomatique de Pyongyang à Moscou, ainsi que l'envoi de travailleurs nord-coréens en Russie, en Abkhazie et dans les territoires occupés d'Ukraine semble probable, la question du transfert de munitions nord-coréennes en larges quantités semble encore se poser.

Le soutien de Séoul au monde occidental

L'engagement de Séoul pour assister les puissances occidentales s'inscrit dans la logique de nuire à la Russie qui supporte le régime de Pyongyang, tout en évitant une escalade militaire en Asie.

Sur un plan diplomatique, Séoul a réagi dès les premières semaines du conflit en condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et en acceptant de mettre en place des sanctions financières (SWIFT) tout en bloquant les exportations, notamment de semi-conducteurs, à destination de la Russie et la Biélorussie (23). En revanche, les membres du Parti démocratique de Corée ont reproché au président ukrainien Volodymyr Zelensky d'avoir provoqué la Russie (24), ce qui atteste d'opinions divergentes au sein du gouvernement sud-coréen. Pour ce qui concerne le support à l'Ukraine, Séoul a limité son assistance directe à une aide humanitaire et médicale, tout en envoyant des gilets pare-balles, des casques et d'autres équipements militaires non létaux (25). Séoul aurait ainsi livré, via l'Otan, des uniformes et des équipements militaires qui étaient, au départ, destinés à l'armée afghane. En septembre 2022, Séoul aurait également envoyé pour 2,9 Mds \$ de MANPADS Chiron (26).

L'assistance militaire que Séoul pourrait fournir à l'Ukraine a fait l'objet d'une grande attention de la part de l'Ukraine et de ses alliés, mais ce n'est qu'en janvier 2023, près d'un an après le début du conflit, que le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a explicitement demandé à la Corée du Sud de fournir des équipements militaires létaux à l'Ukraine (27). Cette demande a mis la diplomatie sud-coréenne dans une situation délicate, du fait que la survie de Séoul dépend du soutien militaire de Washington face à la Corée du Nord, Pyongyang disposant de la force de frappe nucléaire. Dans l'attente d'une réponse définitive de la part de Séoul, le département américain de la défense a demandé aux forces américaines stationnées en Corée du Sud d'envoyer une partie des équipements pour aider l'Ukraine, ajoutant que cette décision n'avait « aucun impact » sur ses opérations (28).

Le support militaire indirect de Séoul à l'Ukraine Contrairement à Pyongyang, Séoul a ainsi adopté une approche diplomatique plus ambiguë, supportant rhétoriquement et diplomatiquement les Occidentaux en Ukraine, mais refusant de fournir des équipements ou d'interférer dans le conflit en envoyant du personnel, même à la requête de l'Otan. En revanche, Séoul est en mesure d'utiliser son industrie militaire et de soutenir l'envoi d'armes à l'Ukraine par le biais indirect de pays européens, notamment de la Pologne.

Au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les troupes ukrainiennes sur le terrain ont d'abord utilisé leurs propres ressources, avant de recevoir progressivement des équipements militaires en provenance de pays occidentaux, notamment des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Pologne (29). Il faut noter que certains pays occidentaux – et particulièrement la Pologne – qui envoient leur matériel militaire à l'Ukraine, ne peuvent le faire sans le remplacer, sous peine d'affaiblir leur propre défense nationale. C'est dans ce contexte que la Corée du Sud semble jouer un rôle singulier car,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

dès juillet 2022, la Pologne a annoncé la signature d'un contrat de 5,8 Mds \$ avec Séoul pour l'achat de 189 chars K2 et 212 obusiers automoteurs K9 (30) le plus important contrat d'armement jamais signé avec un pays asiatique. La Pologne a également annoncé son souhait d'acheter 48 avions de combat légers FA-50 et 288 lance-roquettes d'artillerie K239 Chunmoo (31). Ces achats sont significatifs car Séoul est en mesure de livrer l'équipement dans des délais courts, environ 6 mois. La Pologne a ainsi reçu ses 10 premiers chars et 24 obusiers en décembre 2022, cinq mois après avoir passé commande. Ces livraisons permettent non seulement à la Pologne d'être mieux préparée pour assurer sa sécurité nationale, mais aussi d'envoyer les anciens équipements dont elle dispose à l'Ukraine. En somme, la chaîne d'approvisionnement sud-coréenne joue en faveur des alliés de l'Otan, qui peuvent acheminer leur matériel militaire sur le front ukrainien le plus rapidement possible.

Trois autres pays de l'Otan qui contribuent à l'effort de guerre en Ukraine en envoyant leur matériel – Estonie, Norvège et Roumanie (32) – vont également bénéficier d'équipements sud-coréens.

Séoul joue par conséquent un rôle clé dans le conflit en Ukraine, non pas tant sur le plan diplomatique, mais en contribuant à la mise en œuvre d'une guerre indirecte en fournissant du matériel aux pays occidentaux, qui peuvent ensuite l'allouer aux forces ukrainiennes.

Réflexions sur le conflit en Ukraine et le rôle des deux Corée

La guerre en Ukraine reflète un changement de paradigme, avec des puissances asiatiques – la Chine, bien sûr, mais surtout les deux Corée – qui jouent un rôle croissant sur le théâtre européen. Cette situation traduit un basculement : ce ne sont plus seulement les puissances occidentales et la Russie qui s'affrontent en Europe et en Asie, mais des nations asiatiques qui parviennent à mener une guerre indirecte sur le sol européen.

On constate également le rôle que joue désormais l'Asie pour l'Otan, avec la demande du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, en janvier 2023, de fournir une aide militaire directe à l'Ukraine, qui souligne le rôle croissant que les équipements militaires asiatiques peuvent remplir pour aider les pays occidentaux.

En outre, la Corée du Sud, qui n'est pas membre de l'Otan, a vendu des armes à des pays membres de l'Alliance. Cela témoigne à la fois de la qualité de ses équipements et de sa maîtrise de la chaîne d'approvisionnement, la rapidité des exportations revêtant un rôle essentiel en temps de guerre.

Sur le plan géopolitique, le rapprochement entre Pyongyang et Moscou dans un contexte post-guerre froide rappelle naturellement la période précédant la chute de l'URSS, et l'isolement progressif de la Russie, comme du temps de l'Union soviétique, laisse présager une répétition de l'histoire et une intensification des relations entre la Corée du Nord et son partenaire russe.

En définitive, la guerre en Ukraine en 2022 renvoie Pyongyang et Moscou aux schémas géopolitiques de la guerre froide.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Éléments de bibliographie

Ferris-Rotman Amie, « In breakaway Abkhazia, a loophole for North Korean workers amid beaches and Soviet relics », *The Washington Post*, 13 octobre 2019 (www.washingtonpost.com/).

Yeo Andrew, « How Will South Korea's new president approach Russia's Ukraine invasion? », *Bookings*, 9 mai 2022 (www.brookings.edu/).

Central Intelligence Agency (CIA), « Korea and the Major Powers », *National Foreign Assessment Center*, 30 octobre 1978 (<https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP80T00634A000400010045-3.pdf>).

Central Intelligence Agency (CIA), « North and South Korea: Separate Paths of Economic Development », *Directorate of Intelligence*, 1972 (<https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP85T00875R001700030082-7.pdf>).

Central Intelligence Agency (CIA), « The Two Koreas 30 Years After the Armistice », *An Intelligence Assessment*, 1983 (<https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP84S00553R000300010002-4.pdf>).

Central Intelligence Agency (CIA), « North Korean Activities Overseas », *A Research Paper*, 1984 (www.cia.gov/).

Beardsworth James, « Is Russia Receiving Weapons From North Korea », *The Moscow Times*, 18 décembre 2022 (<https://www.themoscowtimes.com/2022/12/18/is-russia-receiving-weapons-from-north-korea-a79641>).

Barnes Julian E., « Russia Is Buying North Korean Artillery, According to U.S. Intelligence », *The New York Times*, 5 septembre 2022 (<https://www.nytimes.com/2022/09/05/us/politics/russia-north-korea-artillery.html>).

Lee Jong Eun, « How the two Koreas use the Ukraine war against each other », *Responsible Statecraft*, 9 janvier 2023 (<https://responsiblestatecraft.org/2023/01/09/how-north-and-south-korea-use-the-ukraine-war-against-each-other/>).

Ha Joseph M., « Soviet Perceptions of North Korea », *Asian Perspectives*, vol. 6, n° 2, 1982, p. 105-131 (<https://www.jstor.org/stable/43737990>).

Holland Steve, « US says Russia's Wagner Group bought North Korean weapons for Ukraine war », *Reuters*, 22 décembre 2022 (www.reuters.com/).

North Atlantic Treaty Organization (NATO), « NATO Secretary General Jens Stoltenberg at the CHEY Institute during his visit to the Republic of Korea », *NATO Remarks*, 30 janvier 2023 (www.nato.int/).

(1) Cadeau Ivan, *La guerre de Corée 1950-1953*, Perrin, 2013.

(2) Le terme « royaume ermite » est une épithète utilisée pour désigner tout pays, organisation ou société qui s'isole volontairement, métaphoriquement ou physiquement, du reste du monde. La Corée du Nord est considérée comme l'exemple type d'un royaume ermite. Le premier pays à avoir été décrit comme un « royaume ermite » est la Corée sous la dynastie Joseon, dans l'ouvrage de William Elliot Griffis publié en 1882 : *Korea: The Hermit Nation*. La Corée a été fréquemment décrite comme un royaume ermite jusqu'en 1905, date à laquelle elle est devenue un protectorat du Japon. De nos jours, le terme est souvent appliqué à la Corée du Nord dans les médias et sur les réseaux sociaux, et en 2009, il a été utilisé par Hillary Clinton, alors Secrétaire d'État des États-Unis.

(3) Ha Joseph M., « Soviet Perceptions of North Korea » *Asian Perspectives*, vol. 6, n° 2, 1982, p. 105-131.



« La Russie mène une guerre totale de l'information qui n'est possible que dans un régime autoritaire »

mer. 27 sept. à 09:54

David Colon, chercheur en histoire à Sciences Po, spécialiste de la propagande, publie *La guerre de l'information* aux éditions Tallandier. Il décrypte pour RFI les mécanismes à l'œuvre depuis la guerre du Golfe dans une « conflictualisation » croissante de l'information.

RFI : Dans votre nouveau livre, vous écrivez que « nous étions en guerre et que nous ne le savions pas ». De quelle guerre parlez-vous ?

David Colon : Ce « nous » désigne les citoyens des démocraties qui, depuis la fin de la Guerre froide, vivaient dans l'illusion d'une disparition des antagonismes. En réalité, sans le savoir, ils faisaient l'objet depuis longtemps d'une nouvelle forme de confrontation qui a pour vecteur principal l'information et pour origine des régimes autoritaires. Ces derniers ont d'abord cherché à protéger leur espace informationnel de toute ingérence étrangère. Ils se sont ensuite dotés des nouveaux attributs de la puissance informationnelle que sont par exemple les médias internationaux d'État, la diplomatie publique ou des équipes de « cyberguerriers ». Enfin, ils se sont lancés dans des opérations offensives dans le but de fragiliser les démocraties de l'intérieur.

Pourquoi a-t-on ignoré cette guerre ?

La première raison, c'est le fait que les démocraties occidentales ont acquis la conviction après la Guerre du Golfe que la Russie et la Chine ne représentaient plus une menace. L'extension à l'échelle mondiale du marché de l'information devait permettre la démocratisation de ces régimes. Ce qui a conduit les pays occidentaux à baisser la garde. La seconde raison, c'est qu'à partir de septembre 2001, l'attention de leurs services de renseignement a été focalisée sur la menace terroriste islamiste globale.

Les démocraties doivent-elles présenter ces régimes autoritaires comme des ennemis ?

À l'heure actuelle, les régimes démocratiques ont démontré leur capacité à identifier, caractériser et attribuer techniquement des attaques informationnelles. En revanche, la difficulté est ensuite d'attribuer publiquement, politiquement, une attaque. Le plus souvent, nos gouvernements s'y refusent. Les rapports de ces dernières années montrent qu'il y a quatre menaces principales : la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord.

Les États-Unis ne mènent-ils pas également une offensive informationnelle contre les démocraties européennes ?

Il y a une ambition américaine de dominer l'information mondiale et d'étendre son influence par le recours à l'arme informationnelle. Les États-Unis ont leur part de responsabilité dans la guerre informationnelle que nous connaissons aujourd'hui, dans la mesure où les régimes autoritaires les ont perçus comme une menace existentielle. Ce qui les a conduits à réagir. Si l'on considère l'action des États-Unis dirigée dans nos pays démocratiques, pour autant que je sache, elle n'a pas comme finalité de créer un effondrement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Quelle est l'approche de la Russie ?

La Russie mène une guerre totale de l'information qui n'est possible que dans un régime autoritaire. Elle intègre l'ensemble des moyens disponibles : la diplomatie, la communication stratégique, la cyberguerre, les médias internationaux, les fermes de trolls, les services de sécurité et leurs sous-traitants.

Et celle de la Chine ?

Tout indique que la Chine s'est réappropriée une partie du répertoire propagandiste russe dans une offensive informationnelle d'une ampleur inédite. Le directeur du FBI a publiquement déclaré que s'il mobilisait tous ses agents sur les menaces informationnelles chinoises, notamment les cyberattaques, les Chinois demeureraient supérieurs en nombre avec un ratio de 50 contre un.

La Chine a cela de différent avec la Russie qu'elle dispose de moyens humains comme technologiques autrement importants. La finalité, qui caractérise la manière de voir des Chinois depuis l'Art de la Guerre de Sun Tzu, consiste à gagner la guerre avant même d'avoir à la mener. L'arme informationnelle permet cela.

D'autres pays se retrouvent pris entre les feux de cette guerre informationnelle, notamment en Afrique. Quelles sont les conséquences ?

Je parle d'une « bataille d'Afrique 2.0 » pour qualifier la guerre de l'information menée sur le continent aussi bien par les régimes autoritaires que par les démocraties. Elle a conduit à une fragilisation interne de certains pays. Elle modifie de façon substantielle les équilibres géopolitiques.

Vous appelez à un « état d'urgence informationnel ». De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de prendre en compte la gravité de la situation. Je ne suis pas sûr que tous nos concitoyens aient conscience de ce qui se joue actuellement dans cette guerre de l'information mondiale et des dangers que cette guerre de l'information fait peser sur nos démocraties. L'état d'urgence informationnel vise à encourager un état d'esprit de résilience face à ces attaques. Quand on regarde ce qui s'est fait ces dernières années, on voit que les pays qui ont su le mieux contrer la guerre de l'information ont en particulier su diffuser auprès de leurs populations la conscience de ce qui était à l'œuvre. Je pense à Taïwan, à l'Ukraine, aux pays baltes, aux pays scandinaves, à l'Australie... Il y a des exemples dont nos gouvernants pourraient s'inspirer pour protéger nos démocraties.

rfi.fr

L'URSS n'en finit pas de mourir

mar. 3 oct. à 09:30

Le paradoxe des empires est que leur agonie est longue et douloureuse avec des soubresauts s'étalant sur des décennies au moins. Il en a été de l'Empire Ottoman avec un Proche et Moyen-Orient où les tensions demeurent. L'Empire austro-hongrois, bien qu'englouti à la fin de la Première Guerre mondiale, voit ses héritiers se diviser tant sur des questions de nationalités que de langues avec le problème non résolu des minorités dont la tutelle est revendiquée par les uns et les autres. Sans parler, bien sûr, de l'effondrement du Reich allemand en 1945 et de son projet millénariste.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Il en est cependant de même avec l'ex-URSS. Certes, celle-ci était déjà bien ébranlée par des divisions internes habilement masquées par le Kremlin, mais la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, ne fit qu'accélérer sa décomposition définitivement entérinée le 26 décembre 1991, lorsque le drapeau à la faucille et au marteau fut descendu au-dessus de la Place Rouge et remplacé par la bannière de la Russie.

Si la guerre imposée par Moscou à l'Ukraine est, hélas, l'illustration la plus brutale de l'échec de l'URSS, l'exode actuel et définitif des Arméniens fuyant le Haut-Karabakh pour se réfugier en Arménie en est la plus récente actualité. D'un côté, une Arménie chrétienne depuis deux millénaires et, de l'autre, un Azerbaïdjan, riche de son gaz et de ses connexions avec la Turquie dans une zone, le Caucase, où l'instabilité a toujours existé entre les peuples, les entités nationales et les cultures locales, accentuée par les découpages administratifs imposés par Staline. À cela s'ajoute la longue pratique des déportations massives de populations, de transferts brutaux aggravés par des nettoyages ethniques avec l'objectif politique de communautariser les territoires, au prix de massacres, voire de génocides comme les Arméniens l'ont subi à partir de 1915 de la part de l'Empire Ottoman. Le « vivre ensemble » est bien hors de portée pour des générations, et les murs adossés à la haine toujours une réalité séparant les peuples.

Le contraste est bien sûr saisissant avec l'Union européenne où l'espace Schengen est une réalité, un bien précieux résultant des guerres ayant amené au « suicide de l'Europe » pour reprendre l'expression de Romain Rolland dès 1914, sans oublier la barbarie nazie et la division imposée par Staline avec le Rideau de fer, séparant les peuples. Il y a également un devoir de responsabilité et de lucidité face à ces transferts massifs de populations qui nous semblent, pour nous, Français, d'un autre temps ; d'autant plus que nous raisonnons en État-Nation, si cher à Ernest Renan, dont nous fêtons le bicentenaire de la naissance à Tréguier (22). Nos identités régionales participent à la construction de la France et à sa diversité et non à sa division. Cette richesse est également un bien précieux méritant d'être soutenu et rappelé, quand les orages noirs divisent les nations, les peuples et les familles comme actuellement dans les montagnes du Caucase.

defnat.com

« Retour de la guerre » dans l'imaginaire européen et sciences sociales

La stupeur lors du déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie en février 2022 s'est accompagnée de nombreux commentaires en Europe sur le « retour de la guerre ». L'expression a envahi les articles de presse et les émissions de TV ou de radio. Pour les observateurs les plus attentifs, ce n'était pas la première fois que l'on assistait à une telle formulation des choses : c'était le retour du « retour de la guerre ».

Alors que la guerre froide se terminait à peine, les Européens avaient pourtant déjà constaté l'invasion du Koweït par l'Irak, puis dans la foulée les guerres de Yougoslavie. Au début des années



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

2000, la « guerre contre le terrorisme » qui a résulté de l'attaque des États-Unis par Al-Qaïda s'est déployée à divers endroits du globe et s'est doublée d'une guerre contre l'État islamique. L'Europe a été touchée sur son sol par des attentats terroristes. En 2008, la Russie lançait son offensive en Géorgie et, en 2014, commençait son agression contre l'Ukraine. Malgré tout, l'imaginaire européen international a continué de se définir à travers la paix, les guerres étant perçues comme lointaines et la vague d'attentats en Europe comme passagère. On peut certes souligner qu'il s'agit cette fois non seulement d'une guerre en Europe, mais encore d'une guerre qui a pris, sans doute malgré les plans initiaux russes (1), la forme d'une guerre conventionnelle interétatique comme on n'imaginait plus en voir dans une période dominée par les guerres civiles et les interventions occidentales dans des conflits asymétriques. Il s'agit aussi d'une guerre dans laquelle les Européens sont impliqués de manière indirecte.

L'effacement du « retour de la guerre » a également touché les sciences sociales et politiques françaises, hors du petit milieu pluridisciplinaire et spécialisé dans l'étude de la guerre et des armées – qui a pu être surpris des choix stratégiques russes sans pour autant partager l'incrédulité du « retour de la guerre ». La sociologue et politologue Anna Colin Lebedev, spécialiste des sociétés postsoviétiques, s'est longuement exprimée sur cette rencontre avec la guerre comme objet d'étude dans un bel entretien intitulé « Devenir aguerrie » (2). Mais globalement, peu de spécialistes en sciences sociales et politiques se sont orientés vers la guerre comme objet de recherche scientifique à partir du choc de son « retour », comme si celle-ci restait toujours malgré tout une réalité extérieure aux disciplines.

L'extériorité de la guerre en sciences sociales

De nombreux facteurs dans l'histoire du développement des sciences sociales et politiques sont susceptibles d'éclairer cette norme de l'extériorité constante du phénomène guerre. On s'intéressera ici essentiellement aux origines des disciplines, en particulier en France, car les idées qui ont dominé lors de l'émergence des sciences sociales et politiques au début du XIXe siècle, sous une forme préscientifique, ont semblé, après de multiples péripéties historiques, trouver confirmation dans la pacification de l'espace européen post-guerre froide. Comme si leurs auteurs n'avaient finalement eu tort que d'avoir raison trop tôt. Ces idées ont en tout cas modelé l'appréhension sociopolitique des phénomènes militaires jusqu'à nos jours, de façon plus ou moins consciente.

Les sciences sociales et politiques émergentes partagent en effet une hypothèse forte et centrale : le futur de la modernité – se confondant avec l'Europe –, après la Révolution française et les guerres napoléoniennes, se déploiera sur le mode de l'évolution nécessaire (évolutionnisme) vers la paix perpétuelle, grâce au développement de la démocratie et de la société industrielle, dont les principes sont par définition opposés à la guerre. Les précurseurs français que sont Saint-Simon, Auguste Comte et Alexis de Tocqueville vont, au sortir de la période de transformations et de violences politiques allant de 1789 à 1815, tenter de renouer les fils de l'histoire française et européenne en faisant des déchirures de leur temps la charnière entre deux mondes, deux types de sociétés opposés.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

L'histoire et son sens appréhendés sous une forme se revendiquant d'un savoir positif occupent ainsi en priorité l'esprit et la collaboration des philosophes Claude-Henri de Saint-Simon et Auguste Comte – inventeur du terme « sociologie » (3). Avec eux débute une période où les théories totales, embrassant l'évolution sociale et spirituelle de l'humanité, seront à l'honneur. Au sein de leur réflexion d'ensemble sur l'avènement de la société industrielle, les questions relatives à la guerre et aux armées sont centrales. Avant qu'Auguste Comte ne devienne le secrétaire de Saint-Simon, la pensée de ce dernier est principalement d'inspiration libérale, notamment dans *L'industrie* (4) (1817), et participe plus du développement de l'économie politique que de la sociologie. La modernisation du travail et des échanges est conçue comme antithétique du maintien des institutions d'Ancien Régime, en particulier de l'institution militaire. Les militaires sont dans le contexte d'émergence de la civilisation industrielle des « parasites improductifs », tandis que la politique, réduite à l'activité sanglante et mesquine des princes déchus, est destinée à dépérir avec l'habitude de trancher les conflits par les armes. Empruntée à Charles Comte, cofondateur de la revue libérale *Le Censeur*, la célèbre distinction entre le régime « militaire ou gouvernemental » et le régime « libéral et industriel » bénéficiera d'une publicité croissante au long du XIXe siècle. L'économie libérale classique repose ainsi sur l'idée que l'émergence de la société industrielle rend la politique, en tant qu'art de gouverner et de s'imposer aux autres nations, et dont il est supposé que l'unique objet est l'acquisition des richesses, aussi superflue que le moyen ultime de son action : la violence armée.

C'est dans ses fameux *Cours de philosophie positive* (5) (1830-1842) que l'on trouve la doctrine d'Auguste Comte sous une forme aboutie, c'est-à-dire les thèses de *L'industrie* révisées et organisées en système. Comte reprend l'idée de l'opposition de l'esprit militaire et de l'esprit industriel comme moteur du développement historique des sociétés européennes, mais cherche à théoriser la fonction et la nécessité des faits et de leur succession. L'ensemble porte le nom de « loi des trois états ». Toute société comme tout individu n'a que deux buts d'activité possibles : la conquête, l'action violente de l'homme sur l'homme, ou la production, la transformation par et pour l'espèce humaine des ressources naturelles. Le but militaire était au fondement de l'ancien système social, le but industriel est celui du nouveau. Au cours d'une évolution historique caractérisée par le déclin de la conquête et la montée en puissance de la production, les sociétés européennes sont passées par trois étapes de développement, dont chacune correspond à un « état » social et spirituel particulier. Tout d'abord, « l'état théologique », au sein duquel la morale religieuse constitue le principe de légitimité d'une organisation sociale adaptée au but principalement militaire de l'activité des collectivités. Ensuite, « l'état métaphysique », sorte d'état transitoire qui tend à rendre dominante une morale juridique au moment où l'organisation sociale répond de plus en plus au double impératif de la guerre et de la production. Enfin, « l'état positif », état historique final susceptible d'un perfectionnement illimité, qui voit s'imposer une morale positive, édifice scientifico-religieux, dans le contexte d'une société entièrement tournée vers la production industrielle. Au fur et à mesure du processus historique de transformation, les phénomènes guerriers subissent une érosion régulière.

Alexis de Tocqueville estime quant à lui que le processus de démocratisation des sociétés occidentales possède une influence et une intelligibilité historiques supérieures à celles du développement industriel. Et il consacre quelques chapitres de son ouvrage le plus célèbre, *De la démocratie en Amérique* (6) (1835-1840), aux relations qui lient les peuples démocratiques à la violence armée, comparativement à celles qu'entretiennent avec elle les nations et armées



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

aristocratiques. En accord avec Saint-Simon et Comte sur le futur pacifique des sociétés européennes, Tocqueville estime toutefois que le facteur primordial en est le développement inéluctable de l'égalité démocratique qui, en donnant accès à la propriété à un nombre croissant d'individus, les rend de plus en plus sensibles à la conservation de leurs biens matériels. Par ailleurs, l'habitude des relations égalitaires entre les hommes crée des inclinations à la mansuétude et à la pitié – empathie – qui érodent les mœurs guerrières. Tocqueville se méfie néanmoins d'armées qui, au sein des sociétés démocratiques, auront tendance à vouloir la guerre, par ambition démocratique d'avancement et de carrière. Malgré tout, si pour Tocqueville l'égalité incite à l'industrie et au commerce, si les intérêts des peuples démocratiques sont suffisamment mêlés pour qu'aucun ne se lance à la légère dans des guerres nuisibles à tous, la disparition de la guerre n'est cependant pas pour tout de suite. Plus clairvoyant de tous, Tocqueville pense même que si une guerre éclate, l'entrelacement des intérêts nationaux pourrait conduire à un effet dévastateur en entraînant un grand nombre de nations dans le conflit.

Un effacement ?

Cette philosophie de l'histoire, évolutionniste et optimiste, s'épanouit dans un contexte de paix européenne, après les guerres de la Révolution et de l'Empire, et est marquée par l'influence du libéralisme, du socialisme et du technocratisme naissants. Bien que divergentes sur de nombreux points, les conceptions dominantes de l'époque ont un point commun majeur : l'idée que la modernité est antipolitique. Petite nation isolée et boudée au sein de la société, l'armée n'intéresse les pionniers des sciences politiques et sociales que dans la mesure où elle constitue un stigmate du passé, à faire disparaître, à transformer en organisation industrielle ou en police du travail. Que ce soit grâce au développement du marché, à une révolution dans les rapports de classes ou au perfectionnement de leurs capacités techniques et administratives, les sociétés modernes s'autoréguleront et n'auront plus besoin de gouvernements. Une fois cela posé, le raisonnement est le suivant : plus de gouvernements, plus de guerres ; plus de guerres, plus d'armées.

Tout cela peut nous paraître lointain deux siècles plus tard et, à partir du milieu du XIXe siècle, puis plus franchement après la guerre franco-prussienne de 1870, l'infléchissement des idées dominantes sera notable. L'optimisme pacifiste du début du siècle cédera en partie la place à un premier « retour de la guerre » dans la pensée et dans les faits, mais sous des formes nouvelles où la violence politique armée, l'industrie et la démocratie se trouveront mêlées plutôt qu'opposées. Les deux guerres mondiales semblent même signer la mort définitive des idées des précurseurs des sciences sociales et politiques. Et il faut réaliser un saut historique vers la construction européenne puis la pacification de l'Europe post-guerre froide pour qu'elles n'apparaissent finalement plus aussi irréalistes. Reste que ces théories de l'histoire européenne ont façonné les espoirs et l'imaginaire à travers le temps, et qu'elles ont profondément et durablement marqué la culture intellectuelle des sciences sociales et politiques, en faisant de la guerre un objet d'un autre temps et d'un autre monde.



Notes

- (1) « Dimitri Minic : En Ukraine, les Russes ont voulu contourner la lutte armée, mais ce fut un fiasco total », Le Figaro, 5 mai 2023.
- (2) Entretien entre Anna Colin Lebedev et Patrick Boucheron (<https://entre-temps.net/devenir-aguerrie-avec-anna-colin-lebedev/>)
- (3) Pour une synthèse et une discussion des idées d'Auguste Comte sur le sujet, voir entre autres Raymond Aron, *La société industrielle et la guerre*, Plon, Paris, 1959.
- (4) Saint-Simon, *L'industrie*, dans *Œuvres de Saint-Simon*, Anthropos, Paris, 1966.
- (5) Auguste Comte, *Cours de philosophie positive*, Hermann, Paris, 1998.
- (6) Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1981.
areion24.news

Le général Schill s'interroge : « Sommes-nous collectivement prêts » à supporter le coût d'une guerre ?

« Paix impossible, guerre improbable », avait prophétisé Raymond Aron, en 1947 au sujet de la « Guerre froide ». Et, effectivement, « l'équilibre de la terreur » réduisit la probabilité d'un conflit ouvert entre l'Otan et le Pacte de Varsovie, en raison de la taille de leurs arsenaux nucléaires respectifs.

Puis, la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'Union soviétique ouvrirent une ère nouvelle, au point que certains estimèrent que le temps était venu de récolter les « dividendes de la paix ». Mais c'était sans doute aller trop vite en besogne, comme le montrèrent par la suite les interventions militaires menées en ex-Yougoslavie [Bosnie, Kosovo], en Afrique ou encore en Irak et en Afghanistan.

Cela étant, le spectre d'une guerre entre adversaires à parité s'était éloigné... Mais pas pour longtemps, puisqu'il est de retour depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et, désormais, la question qui se pose est de savoir si les sociétés occidentales sont prêtes à affronter cette réalité.

Un article [.pdf] récemment publié par l'US Army War College en doute... notamment en raison des difficultés que rencontre l'armée américaine pour recruter. « Chaque soldat que nous ne recrutons pas aujourd'hui est un atout de mobilisation que nous n'aurons pas en 2031 », avance-t-il. D'autant plus que, au regard des pertes subies par les belligérants en Ukraine, elle pourrait perdre jusqu'à 3600 hommes [tués ou blessés] par jour dans un engagement ayant le même niveau d'intensité. D'où les interrogations sur sa capacité à se régénérer...

« Le concept d'une force composée exclusivement de volontaires [...] ne correspond pas à l'environnement opérationnel actuel. [...] Les besoins en troupes pour les opérations de combat à grande échelle pourraient bien nécessiter [...] une évolution vers une conscription partielle », explique cet article... qui a été repris par le général Pierre Schill, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], sur LinkedIn.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

L'article de l'US Army War College « trace des parallèles entre le conflit en Ukraine et un potentiel engagement similaire de l'US Army, évoquant des niveaux de pertes allant jusqu'à 3600 tués ou blessés par jour », résume d'abord le général Schill, qui, visiblement, entend lancer un débat sur son contenu.

« On peut, certes, discuter des modalités d'un engagement qui verrait l'armée française opposée à un ennemi à parité ou quasi-parité, notamment sous la protection du parapluie nucléaire », poursuit le CEMAT. Or, selon lui, malgré la dissuasion, une telle « occurrence reste possible, sans que les intérêts vitaux de la Nation soient directement menacés ».

Aussi, le niveau des pertes avancé par l'article de l'US Army War College l'interpelle. « Ce chiffre interroge la résilience de notre outil de défense ainsi que sa capacité de régénération » et « pose surtout une question ancienne mais pourtant terriblement actuelle : sommes-nous collectivement prêts à un tel sacrifice? », demande le général Schill.

« Nos sociétés occidentales, dont les dernières générations n'envisageaient jusqu'à récemment la guerre qu'au travers des livres d'Histoire, sont-elles prêtes à voir leurs fils et filles mourir en nombre pour un plus grand bien? Et en élargissant encore la focale, conçoit-on encore la guerre et ce qu'elle implique? », s'interroge encore le CEMAT, pour qui il s'agit « simplement d'ouvrir le débat sur ce qu'on attend d'un soldat français aujourd'hui, ce que la Nation exige de lui et ce qu'elle est prête à faire pour que cette exigence, librement formulée, soit comprise et endossée ».

opex360.com

Un coup d'État singulier ? Trois raisons pour lesquelles le coup d'État au Niger se démarque des précédents coups d'État au Sahel (et pourquoi il est très grave)

ven. 8 sept. à 10:49

Au Niger, le renversement du président Bazoum par le général Tiani est le dernier d'une série de coups d'État au Sahel. Depuis 2020, en effet, six coups d'État se sont produits dans la région du Sahel – ce qui en fait le septième (sans même parler de ceux ayant eu lieu dans des régions limitrophes, le dernier en date ayant eu lieu au Gabon le 30 août dernier). Mais les réactions des acteurs régionaux et internationaux ont ici été singulières, plus fortes mais aussi plus divisées et confuses que dans les autres situations. Ce coup d'État suscite des préoccupations internationales plus importantes et potentiellement de plus grands dangers que les précédents. Il se peut fort bien que nous vivions un moment déterminant pour la sécurité, la gouvernance, le multilatéralisme et les relations internationales en Afrique. On identifiera trois arguments principaux pour expliquer en quoi ce coup d'État ne ressemble pas aux autres et en quoi il revêt une importance cruciale.

Aucun récit simple ne peut expliquer le coup d'État.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Les raisons pour lesquelles un coup d'État a été perpétré contre le président Bazoum à Niamey le 26 juillet dernier font toujours l'objet de débats parmi les observateurs, les analystes et les Nigériens eux-mêmes, y compris ceux qui sont proches des cercles du pouvoir. Les ressorts et dynamiques de tels événements sont toujours complexes, mais des facteurs relativement clairs peuvent être rattachés aux différents coups qui ont eu lieu au Mali et au Burkina Faso voisins depuis trois ans. En août 2020, des colonels maliens ont exploité le mécontentement généralisé et les troubles contre la gouvernance corrompue du président Ibrahim Boubacar Keita. Ils ont renversé une élite au pouvoir impopulaire, se présentant comme des défenseurs du rétablissement de l'ordre public et des représentants de la volonté du peuple. Lorsque les autorités civiles de la transition ont tenté de remanier le gouvernement au détriment de l'armée, elles ont renforcé leur emprise sur le pouvoir – dans le cadre de ce qui a été qualifié en mai 2021 de « coup d'État dans le coup d'État ». Au Burkina Faso, les coups d'État de janvier et septembre 2022 trouvent leurs origines dans les relations tendues entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil, ainsi qu'entre les différents échelons des forces de sécurité elles-mêmes, dans le contexte du défi militaire majeur que représentent les prétentions et mouvements des insurgés djihadistes. Le lieutenant-colonel Damiba a destitué le président Christian Kabore avant d'être lui-même destitué quelques mois plus tard par le capitaine Ibrahim Traoré à la suite d'importantes débâcles militaires contre les militants djihadistes dans les localités d'Inata (novembre 2021) et de Djibo (septembre 2022).

Le coup d'État contre le président Bazoum ne découle ni des manifestations dans les rues de Niamey ni de revers sur le champ de bataille contre les mouvements djihadistes. Bien que la légitimité dont bénéficiait Mohamed Bazoum depuis les élections générales de 2021 ait été remise en question en raison d'accusations de fraude à l'époque, cela n'a pas engendré une force politique suffisamment importante pour menacer sa position. De plus, contrairement à son prédécesseur Mamahadou Issoufou, issu du même parti politique et entaché par des scandales de corruption pendant son mandat, la présidence de Bazoum n'avait pas été à ce stade entaché par de telles accusations. Sur le plan de la sécurité, par ailleurs, la situation s'était objectivement améliorée depuis son arrivée au pouvoir.

Le coup d'État contre le président Bazoum semble en réalité résulter d'une série d'événements « en cascade ». Il a été déclenché par le général Tiani, qui était le commandant de la Garde présidentielle. Tiani était considéré comme un proche collaborateur de Mamahadou Issoufou au palais présidentiel, et ils avaient peut-être des raisons personnelles et liées à leurs intérêts pour s'opposer à certaines décisions récentes du président élu. L'étincelle pourrait être un différend concernant des arrangements de haut niveau hérités de l'ère Issoufou, ce qui a finalement ouvert la voie à d'autres officiers historiquement opposés au parti politique d'Issoufou et de Bazoum pour se joindre au mouvement visant à renverser le président en exercice. L'action de ces hommes a suscité des discussions au sein de l'armée, aboutissant, quelques heures plus tard, à la création du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) avec Tiani à sa tête. Cet accord fondateur, bien que fragile au sein de l'armée, a été suivi d'un appel à un soutien populaire et d'une série de nominations au sein de l'administration pour consolider le fait accompli. À ce jour, le président Bazoum, sa femme et son fils sont toujours retenus sous la surveillance des forces de Tiani. Le pouvoir au sein de l'armée semble encore en évolution car de nombreux groupes d'intérêts se réorganisent autour du nouveau chef militaire dont les plans pour le pays semblent mal articulés et restent encore obscurs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

La guerre est possible

Dans une démarche sans précédent, l'organisation régionale ouest-africaine CEDEAO a émis un ultimatum d'une semaine pour un retour à l'ordre constitutionnel, appuyé par la menace d'un recours à la force contre les putschistes. Cette approche contrastait nettement avec la manière dont l'organisation avait géré les précédents coups d'État au Mali et au Burkina Faso voisins, où le scénario plus « classique » consistait en des sanctions et une transition négociée dirigée par la CEDEAO. La différence de conduite de cette organisation régionale semble être motivée par divers facteurs. Tout d'abord, le président nigérian Tinubu, récemment élu à la tête de la CEDEAO, l'a été sous le slogan « tolérance zéro face aux coups d'État ». L'autocratie apparemment contagieuse de la gouvernance au Sahel engendre et consolide un type de régime qui s'oppose et menace les principes officiels de la CEDEAO qui sont en faveur d'un régime civil. La crédibilité de Tinubu lui-même, ainsi que celle de l'organisation dans le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel, étaient donc en jeu.

Deuxièmement, étant donné le début hésitant du coup d'État, qui semblait indiquer à la fois une action mal planifiée et des dissensions au sein des forces de sécurité nigériennes, la CEDEAO a très probablement cherché à étouffer la crise dans l'œuf en réagissant rapidement et avec force, afin d'éviter un autre scénario de transition prolongé comme dans les États voisins. Mais la menace d'intervention a eu un effet inverse. La junte nigérienne a refusé d'envoyer une délégation de haut niveau pour rencontrer les envoyés de la CEDEAO pendant la semaine de l'ultimatum. Au lieu de cela, elle a mobilisé un soutien populaire national contre une « agression extérieure », ainsi qu'un soutien régional de la part des responsables des coups d'État au Mali, au Burkina Faso et en Guinée – ce qui accroît les risques d'une intervention qui pourrait déboucher sur une guerre régionale. L'ultimatum de la CEDEAO a sans doute attiré l'attention sur la situation et a clairement indiqué que les coups d'État n'étaient plus tolérés dans la région, mais il a également renforcé la position de la junte, alimentée par un discours nationaliste sur la souveraineté. Pendant la semaine précédant l'expiration de l'ultimatum, la junte et ses partisans largement suivis sur les médias sociaux ont créé une atmosphère électrique en mettant en avant la prétendue imminence d'une agression de la CEDEAO, qui serait planifiée par la France.

La perspective d'une guerre a accentué les divisions entre les États membres de la CEDEAO tout en plaçant le bloc régional dans un dilemme difficile. Une intervention est contestée non seulement par les Nigériens, mais aussi par une partie importante de l'opinion publique dans les pays susceptibles de contribuer aux troupes, en particulier au Nigéria. Une guerre aggraverait très probablement la situation humanitaire, sécuritaire et politique dans la région. Elle pourrait éventuellement profiter aux insurgés djihadistes, qui ont déjà perpétré de multiples attaques meurtrières depuis le coup d'État. Cependant, la CEDEAO est désormais liée par ses propres paroles et risque de perdre la face si elle n'agit pas, et ce alors que les cycles de négociations échouent les uns après les autres. Le temps est clairement en faveur des putschistes : une transition n'est pas une solution qu'ils concéderaient à la communauté internationale ; c'est en réalité leur plan A, testé et approuvé par leurs homologues maliens et burkinabè. Dans ces pays, le régime de « transition » a permis aux putschistes d'obtenir le pouvoir qu'ils cherchaient sans subir trop de contraintes en contrepartie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Les enjeux internationaux sont élevés

Au niveau régional, la menace de la CEDEAO de recourir à la force a entraîné une résistance de la part des membres suspendus, ce qui a non seulement mis la possibilité d'une guerre régionale sur la table, mais aussi la dissolution de l'organisation elle-même. La perspective de la guerre a également suscité des réponses internationales fortes et polarisées. La discipline diplomatique relative adoptée jusqu'à présent, avec la CEDEAO en tête de l'effort de résolution du conflit et la France en tant qu'acteur externe clé, ne tient plus. Au niveau continental, une Union africaine divisée a mis plus d'une semaine à émettre une déclaration conjointe soutenant les efforts de la CEDEAO et « prenant note » du déploiement d'une force de réserve.

Au-delà du continent, la France et les États-Unis, deux acteurs clés dans la région, ont choisi des approches différentes pour faire face à la crise. La France a adopté une position ferme dès le début. Elle a condamné le coup d'État, évacué ses citoyens et a soutenu une intervention militaire de la CEDEAO tout en exprimant son soutien en faveur de la libération et du retour au pouvoir du président Bazoum. Une position que la junte a rapidement sanctionnée en suspendant toute collaboration militaire. Au contraire, les États-Unis ont déployé des efforts diplomatiques majeurs pour résoudre la crise en envoyant un haut responsable américain pour négocier avec la junte, tout en rejetant le recours à la force comme solution possible. Les États-Unis demandent la libération du président Bazoum, tout en évitant de qualifier le coup d'État de « coup d'État » car cela entraînerait une fin, légalement interdite, de la collaboration militaire. Les États-Unis ont clairement exprimé leur souhait de maintenir cette collaboration militaire, notamment en raison de la présence à Agadez de l'une des plus grandes bases de drones construite par les États-Unis sur le continent. Le scénario jusqu'à présent inimaginable, selon lequel les troupes américaines resteraient au Niger (éventuellement accompagnées de forces européennes déjà présentes dans le pays), tandis que les troupes françaises doivent partir, est donc une possibilité réelle. Il va sans dire qu'une telle situation pourrait sérieusement affecter les relations bilatérales entre la France et les États-Unis. Pour la France, qui est devenue un allié problématique pour ses partenaires occidentaux, cela pourrait marquer la fin humiliante d'une intervention militaire de dix ans au Sahel et porter atteinte à sa capacité d'être une puissance d'équilibre(s) et d'initiative(s). Le Niger devait initialement servir de modèle pour un partenariat de sécurité renouvelé au Sahel, fondé sur les leçons tirées de la sortie précipitée et honteuse du Mali.

Conclusion

« Au Niger, un coup d'État n'est pas une surprise, mais une probabilité statistique », a écrit Rahmane Idrissa, faisant référence au fait que cet événement marque le cinquième coup d'État dans le pays, ce qui montre la persistance d'un déséquilibre structurel civilo-militaire plutôt qu'une rupture avec le passé. Cependant, ce coup d'État se distingue des précédents au Niger, dont certains ont été perçus comme des « coups correctifs » en faveur de la démocratie. Il se distingue également des coups d'État survenus dans la région du Sahel ces dernières années, précisément parce qu'il ne semble pas y avoir de justification claire et plausible pour celui-ci. Son originalité s'apprécie donc doublement ; dans le temps et dans l'espace. Si les motivations derrière ce coup d'État sont obscures et contradictoires, les réponses apportées ont également reflété cette confusion, chaque acteur optant pour sa propre approche pour naviguer dans cette situation, souvent guidé par les intérêts nationaux, plutôt que par le respect des normes établies ou des accords entre partenaires.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Cette approche fragmentée, associée aux leçons tirées des expériences de ses voisins, a permis à la junte de faire fi des tentatives de négociation et de renforcer sa position, tout en exploitant les divisions internes, régionales et internationales. Il semble donc probable que ce coup d'État – un coup d'État de trop – ait sérieusement compromis les espoirs d'un retour à l'ordre constitutionnel et à la démocratie dans la région, tout en sapant davantage une cohésion régionale et continentale déjà fragilisée.

lerubicon.org

Opération Barkhane au Sahel, à quand un vrai bilan ?

ven. 8 sept. à 09:30

Malgré la fin du dispositif Barkhane en novembre 2022, l'enjeu d'un droit d'inventaire demeure essentiel, selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos. Il importe, en effet, de tirer les leçons des échecs passés à l'heure où le Niger et le Gabon tombent à leur tour sous le joug de junte militaires.

En visite à Bamako en septembre 2013, le président François Hollande avait très vite proclamé la victoire des troupes françaises contre les groupes jihadistes au Mali. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Le Point* à la fin d'août 2023, son successeur Emmanuel Macron ne devait guère le démentir. Selon lui, les opérations Serval puis Barkhane « ont été des succès ». Sans elles, affirmait le président, « il n'y aurait sans doute plus de Mali, plus de Burkina Faso, je ne suis même pas sûr qu'il y aurait encore le Niger ».

Triple échec

Ce n'est pourtant pas l'avis de beaucoup d'Africains. Certains comparent ainsi l'échec de Barkhane à celui des Américains en Afghanistan. Dans une veine plus complotiste, d'autres vont même jusqu'à accuser l'Élysée d'avoir délibérément soutenu les jihadistes et les affrontements communautaires afin de diviser pour mieux régner, et recoloniser le Sahel. À preuve, soutiennent-ils, l'armée française n'a pas toujours réagi aux attaques des insurgés, laissant les rebelles massacrer des villages entiers alors qu'elle avait supposément les moyens de réduire à néant la menace terroriste.

Peu importe, à leurs yeux, que le mandat de l'opération Barkhane n'ait pas prévu de protéger les civils. La déception a en fait été à la hauteur des attentes. Les populations de la zone espéraient une aide concrète sur le terrain. Mais la France est seulement intervenue pour lutter contre une menace internationale désignée comme terroriste. Ses troupes ne pouvaient sûrement pas se substituer à des États défaillants pour contrôler des territoires immenses.

L'opération Barkhane a ainsi été un triple échec militaire, politique et diplomatique. La France s'est déconsidérée en s'ensablant au Sahel puis en étant chassée sans ménagement de la zone. À l'international, elle a notamment perdu la confiance de ses partenaires européens quant à sa capacité à être la mieux placée pour intervenir dans ses anciennes colonies. Bien sûr, on pourra toujours arguer que le retrait de l'armée française a été moins catastrophique que celui des États-Unis à Kaboul.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Comparée au désastre américain en Afghanistan, l'opération Barkhane a sûrement été moins onéreuse et moins coûteuse en hommes, en particulier pour ce qui est des dégâts collatéraux sur les civils.

L'Élysée soutient également que Bamako serait tombée aux mains des jihadistes sans l'intervention des soldats de Serval en 2013. Mais on ne réécrit pas l'histoire, et cette version des faits est contestée par de nombreux spécialistes qui mettent en doute la volonté et la capacité des insurgés à s'emparer de la capitale malienne, à l'époque. Depuis lors, les groupes jihadistes n'ont en tout cas pas cessé de gagner du terrain. Au Sahel, la France a bel et bien perdu la guerre sur le plan militaire et pas seulement politique, controverse qui rappelle d'ailleurs les débats d'autrefois à propos de la perte de l'Algérie.

Enquêtes interdites

À défaut de parler de succès, certains mettent l'échec des opérations Serval puis Barkhane sur le compte de la mauvaise gouvernance des pays africains. Mais ce constat ne justifie rien a posteriori. La plupart des partenaires sahéliens de la France étaient déjà corrompus et autoritaires en 2013. Leur instabilité fut précisément l'une des raisons qui conduisit l'Élysée à engager des troupes dans la zone, quitte à venir renforcer des régimes peu recommandables.

Dès le début, il fallait donc s'attendre à ce que la conduite des hostilités pose des problèmes. La question des prisonniers de guerre, par exemple, devrait retenir l'attention. Dans leur base de Gao, les troupes de Barkhane ont en effet détenu des personnes capturées au combat en prolongeant leurs gardes à vue autant que nécessaire, par tranches de quatre jours. La Croix-Rouge internationale a certes été invitée à s'assurer que les prisonniers étaient en bonne santé. Mais ceux-ci ont ensuite été remis entre les mains des militaires maliens, dont on connaît la sinistre réputation en matière de torture et d'exécution extrajudiciaire.

Aujourd'hui, les Français sont en droit de demander un véritable bilan de l'intervention de leur armée. Les pays de la zone, eux, ont dû y renoncer. Dès avant les coups d'État à répétition de 2022, par exemple, les parlementaires du Burkina Faso ont été interdits d'enquêter sur les opérations de leur propre armée au prétexte que la lutte antiterroriste était une priorité nationale et que les conditions de sécurité ne leur permettaient pas d'accéder au terrain. Espérons à cet égard que la France fera mieux. Les possibilités de contrôle parlementaire sont sans doute moindres depuis que le dispositif de Barkhane a pris fin en novembre 2022 et qu'il n'y a officiellement plus d'opération extérieure au Sahel.

L'enjeu d'un bilan n'en demeure pas moins essentiel. En effet, il importe de tirer les leçons des échecs passés à l'heure où le Niger et le Gabon tombent à leur tour sous le joug de juntes militaires. Au Sahel, l'objectif n'est pas seulement d'interroger la conduite des hostilités dans le respect des droits humains, mais aussi de questionner le processus décisionnel qui a conduit les présidents Hollande puis Macron à surestimer leur capacité d'action en Afrique francophone.



*Erreurs d'analyse, présomptions mal placées sur l'influence de l'ancienne puissance coloniale, évaluations surfaites du bilan des coopérations militaires et des programmes de développement : assurément, l'inventaire devra être complet.

jeuneafrique.com

La « guerre » du gaz naturel et les prétentions renouvelées de l'Algérie

L'invasion de l'Ukraine a entraîné une forte réduction du flux de gaz naturel russe vers l'Europe. D'autres États producteurs pourraient-ils en bénéficier au regard des besoins énergétiques du continent ? En effet, si la Russie était le principal fournisseur de gaz de l'UE, et si elle est celle qui en possédait les plus importantes réserves, il existe des alternatives crédibles aptes à fournir ce gaz à l'Europe. Et l'Afrique du Nord – notamment l'Algérie – pourrait alors tirer profit de la situation actuelle et de ce que certains n'hésitent pas à nommer une « guerre » du gaz naturel.

Au-delà de la « surprise » qu'a constituée pour nombre d'observateurs l'invasion russe du 24 février 2022, un des enseignements majeurs de ce coup de force a été de souligner la relation d'interdépendance énergétique entre la Russie et l'Europe. Certes, depuis cette date, le flux de gaz naturel provenant de Russie, matérialisé par un certain nombre de gazoducs importants comme Nord Stream 1 ou Yamal-Europe s'est pour ainsi dire « quasiment » tari, au grand dam d'ailleurs de Moscou.

En effet, la Russie a toujours besoin d'écouler le gaz qu'elle produit en majorité en Sibérie, dans la péninsule d'Amalie et dans la mer de Barents, avec le gisement de Chtokman. La carte ci-dessus ne représente pas tous les gazoducs alimentant l'Europe, mais quelques-uns des plus marquants, comme Yamal-Europe et Nord Stream 1, ainsi que ceux qui proviennent de Sibérie et qui transitent par l'Ukraine. Se tourner vers d'autres consommateurs, notamment la Chine, est une possibilité a priori logique, mais la réalisation concrète va prendre du temps, au vu des défis techniques et des interrogations économiques relatives aux contrats russo-chinois.

De son côté, l'Union européenne est forcée d'accélérer une sobriété énergétique par ailleurs déjà entamée et nécessaire dans le contexte climatique actuel, tout en cherchant en parallèle d'autres sources d'approvisionnement. Dans une Europe qui est loin d'avoir réalisé sa transition énergétique, les combustibles fossiles demeurent en effet incontournables, les énergies renouvelables ne dépasseront pas, dans les meilleurs des scénarios, 30% du mix énergétique à l'horizon 2030. L'UE doit donc trouver des substitutions au gaz russe, ce qui est bien plus délicat.

Le gaz naturel est habituellement livré de deux manières. La plus répandue est celle des gazoducs créant de facto des « liens physiques » entre producteurs et consommateurs à travers les installations qu'ils nécessitent et leur tracé géographique. Ce dernier est souvent l'objet d'intenses négociations qui font écho à des enjeux géopolitiques majeurs. Ils doivent parfois traverser des pays



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

tiers et leur sécurité peut être problématique. Par nature, ils matérialisent la relation d'interdépendance et leur trajet est fixe.

Une autre méthode, plus flexible, consiste à le convertir sous forme de gaz naturel liquide (GNL). Ce dernier est beaucoup plus concentré et peut être livré par voie maritime dans des immenses méthaniers. Les pays récepteurs doivent disposer de structures adéquates pour le regazéifier, mais cette méthode est moins sensible aux aléas géopolitiques. Il faut toutefois préciser qu'à l'instar des pétroliers, les méthaniers sont exposés à des risques liés à la traversée de passages stratégiques, comme les canaux de Suez et de Panama, ou les détroits d'Ormuz, de Malacca et de Gibraltar.

Pour une Europe en situation d'urgence pour son approvisionnement, le GNL peut être une solution pour recourir à des fournisseurs avec qui elle n'est pas liée par gazoduc. Les États-Unis ou encore le Canada constituent à cet égard des partenaires de choix. Cependant plusieurs pays européens se tournent plutôt vers d'autres régions productrices. L'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient possèdent en ce sens d'importantes réserves et pourraient constituer une alternative viable, au moins sur le court terme. Le Qatar, par exemple, vient d'être sollicité par l'Espagne. Cette recherche de fournisseurs alternatifs met en lumière une situation très complexe, où les jeux d'alliance et les équilibres sont fragiles et mouvants, et qui apporte un éclairage nouveau sur les relations parfois difficiles entre certains pays.

Le potentiel algérien

En matière de production de gaz naturel, l'Algérie est très clairement l'acteur majeur en Afrique du Nord. En 2021, l'Algérie se classait au 5^e rang mondial pour ses réserves de gaz et au 15^e pour le pétrole. Elle était le premier exportateur africain et le 7^e exportateur de gaz fossile au monde, représentant à elle seule 11% des importations de gaz de l'Europe. Non seulement elle possède d'importantes réserves, mais elle sait les utiliser comme arme diplomatique. Ces exportations ont en effet chuté de 18% entre 2021 et 2022, à la suite d'une décision d'Alger motivée par la crise politique entre l'Algérie et l'Espagne compte tenu de la position de Madrid dans l'épineux dossier du Sahara occidental qui oppose depuis des décennies l'Algérie au Maroc.

Le potentiel algérien en tant que pivot géopolitique en matière de gaz naturel est important, comme le souligne la carte ci-jointe, d'autant qu'en 2022, trois nouveaux gisements d'hydrocarbures ont été découverts dans le Sahara par la compagnie Sonatrach. Leur production, axée sur l'exportation vers l'Europe, s'appuyait sur trois principaux gazoducs :

Transmed se rend jusqu'en Italie du Nord en passant par la Tunisie, la Méditerranée et la Sicile et a une capacité de 32 milliards de m³/an ; Medgaz relie directement par la Méditerranée le territoire algérien à l'Espagne et a un volume annuel de 8 milliards m³ ; Le Gazoduc Maghreb-Europe (ou GME) desservait lui aussi l'Espagne, via le Maroc et le détroit de Gibraltar. D'une capacité de 13,5 milliards de m³/an, il a cependant été fermé en octobre 2021, au moment de l'expiration du contrat de transit avec le Maroc, l'Algérie estimant ne plus en avoir besoin pour exporter son gaz vers l'Espagne, tâche pour laquelle le Medgaz est considéré comme suffisant. La production totale algérienne est estimée à environ 130 milliards de m³ par an, dont 50 milliards de m³ sont consommés sur le marché intérieur.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Une partie de la production est non commercialisée et réinjectée pour maintenir la pression dans des gisements de pétrole qui vieillissent à Hassi Messaoud. Une autre partie est brûlée sur place (plus de 5 milliards de m³), une pratique appelée « torchage », qui est liée à un manque d'infrastructures de traitement et de transport. L'Algérie figure d'ailleurs parmi les pays ayant un taux de torchage parmi les plus élevés du monde selon la Banque mondiale. Outre les gazoducs, dont les tracés via le Maroc posent d'évidents problèmes, le pays n'exploite son potentiel de liquéfaction qu'à un peu plus de la moitié de ses capacités

Les relations entre Alger et ses partenaires du Nord de la Méditerranée

La production de gaz algérienne est donc profondément influencée par ses réserves, son potentiel, sa position centrale, mais aussi et surtout par les relations tissées avec plusieurs acteurs importants de la géopolitique énergétique en Afrique et en Europe. Il en résulte une situation complexe et mouvante dans laquelle l'Algérie a une grande importance pour Rome et Madrid, qu'elle alimente respectivement via la Tunisie et le Maroc même si la situation évolue dans ce cas particulier, grâce au gazoduc Medgaz, qui alimente directement l'Espagne à travers la Méditerranée (cf. carte). Paris surtout, mais aussi Berlin, s'intéressent de plus en plus aux ressources algériennes, dans un contexte nord-africain tendu, marqué par l'opposition entre Alger et Rabat.

Pour les Européens, Alger est un allié parfois problématique, qui soutient du bout des lèvres leurs actions au Sahel et mais aussi le gouvernement d'union nationale libyen de Tripoli (GNA) pour faire barrage à la montée du général Khalifa Haftar, celui-ci étant connu pour ses positions hostiles à l'Algérie, mais également pour le soutien qu'il reçoit de Paris.

Un rapprochement franco-algérien difficile Depuis plusieurs années, la France s'est rapprochée de l'Algérie, en s'appuyant à partir de 2022 sur ce qu'on peut qualifier de « diplomatie des métaux » nécessaires à la transition énergétique. À cela s'ajoute une diplomatie du gaz qui implique les ressources algériennes donc, mais aussi un rapprochement entre Paris et Alger sur une Libye stable politiquement et devenant apte à produire plus de gaz et de pétrole exportable dans des délais raisonnables, et ceci en dépit de positions divergentes concernant le GNA.

15 ans après l'embuscade d'Uzbin, enquête sur une "succession d'erreurs" de commandement

mar. 3 oct. à 09:36

C'est un traumatisme et un tabou au sein de l'armée. En août 2008, 10 soldats étaient tués par des talibans lors de l'embuscade d'Uzbin en Afghanistan. La cellule investigation de Radio France a pu retracer, grâce au dossier judiciaire, les "erreurs" commises par la chaîne de commandement. C'était il y a 15 ans, une éternité dans l'histoire chaotique de l'Afghanistan. En ce mois d'août 2008, une large coalition déployée sous l'égide de l'Otan tente d'éradiquer l'insurrection talibane.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

L'optimisme n'est déjà plus de mise dans les rangs des occidentaux, mais il faut bien continuer de soutenir le président afghan Hamid Karzaï si l'on veut éviter un retour au pouvoir des fondamentalistes. Quelques mois plus tôt, le président Nicolas Sarkozy, soucieux de satisfaire une demande insistante des Américains, a annoncé le renforcement des effectifs militaires tricolores. Sept cents soldats supplémentaires ont rejoint la capitale afghane avant l'été, dont ceux du 8e régiment parachutiste d'infanterie de marine de Castres (le 8e RPIMa), et ceux du régiment de marche du Tchad (le RMT), basé à l'époque à Noyon, en Picardie. À cette date au total, 2 600 soldats français sont déployés en Afghanistan. Ils seront jusqu'à 4 000 en 2011.

Les talibans en embuscade

Le 18 août 2008, un détachement hétéroclite de 120 hommes quitte la base avancée de Tora à l'est de Kaboul. Il y a là deux sections françaises (Carmin 2 et Rouge 4), deux sections de l'armée nationale afghane (ANA) et 12 membres des forces spéciales américaines, chargés du guidage aérien. La colonne prend la direction de la vallée d'Uzbin à 60 kilomètres de Kaboul, dans le district de Surobi. Leur mission : reconnaître le col situé au-dessus du village de Sper Kunday et prendre des photos.

Conformément aux instructions, la section Rouge 4, issue du RMT, reste stationnée en appui dans le village tandis que la section Carmin 2, constituée de soldats du 8e RPIMa, remonte la piste qui mène au col, à pied et sous une chaleur étouffante. "Toute la section avait d'anciens gilets pare-balles. Ils sont montés sur cette piste. Nous étions dans le village en train de les observer", se souvient Saïd Meskin Sadati, interprète afghan de la section Rouge 4. Nous l'avons rencontré dans le sud de la France où il vit et travaille désormais avec sa famille. "Les talibans étaient en embuscade sur la ligne de crête", raconte-t-il. "Ils ont laissé les Français s'approcher. Puis ils ont tiré et les combats ont commencé."

Il est alors 15h30, les combats dureront jusque tard dans la nuit. Le bilan est lourd : 10 soldats tués, 21 blessés. Dans leur grande majorité, les victimes n'avaient qu'une vingtaine ou une trentaine d'années. Le caporal-chef Damien Buil fêtait son 31e anniversaire ce jour-là. Le soldat de première-classe Julien Le Pahun aurait eu 20 ans deux jours plus tard. L'ampleur des pertes provoque un grand émoi en France. Ce sont les plus importantes depuis l'attentat du Drakkar en 1983 à Beyrouth, qui avait coûté la vie à 58 soldats français. Dès le surlendemain, le président Sarkozy se rend à Kaboul. Devant la compagnie endeuillée, accompagné par son ministre de la Défense, Hervé Morin, il lance : "J'ai dit à vos chefs que l'on va travailler sur ce qui s'est passé pour en tirer les conséquences (...) Il faut réfléchir, adapter nos protocoles. C'est difficile. Eh bien, on va prendre les moyens pour que cela ne se reproduise pas."

Les mots sont vifs, tranchants. Le lendemain, le 21 août, le chef de l'État les réitère lors de l'hommage national aux Invalides. "En tant que chef des Armées, je n'ai pas le droit de considérer la mort d'un soldat comme une fatalité", martèle Nicolas Sarkozy derrière son pupitre. "Je verrai les familles dans quelques minutes. Je veux qu'elles sachent tout. (...) Je veux que vos collègues ne se retrouvent jamais dans une telle situation. Je veux que tous les enseignements soient tirés de ce qui s'est passé." Ces injonctions à la transparence ne doivent rien au hasard.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Très vite, des sources officieuses au sein de l'armée avaient laissé entendre que cette mission en vallée d'Uzbin avait été mal préparée. La presse s'en était fait l'écho.

C'est aussi le sentiment de Saïd Meskin Sadati. "J'ai passé toute ma vie en Afghanistan, dans un pays en guerre", relate l'ancien interprète de Rouge 4. "Cette mission était imprudente et dangereuse. Monter sur une piste à pied, sans reconnaissance aérienne, sans l'appui de mortiers, sans avoir de soldats déjà débarqués sur les montagnes pour sécuriser la zone.... C'était trop risqué."

La justice rend un non-lieu

En 2009, sept familles de soldats décédés portent plainte contre X pour "mise en danger de la vie d'autrui". Plainte classée sans suite en 2010. Une nouvelle plainte avec constitution de partie civile débouche finalement sur l'ouverture d'une information judiciaire et un juge d'instruction est saisi. Jean-François Buil, le père du caporal-chef Damien Buil et l'un des fers de lance de cette démarche judiciaire inédite, explique : "Assez rapidement après l'embuscade, on a parlé avec les rescapés. Progressivement, on a su qu'il y avait eu, lors de l'opération, des problèmes avec l'un de leurs interprètes, avec les mortiers, avec le commandement. Quand on discutait avec des généraux et des colonels, on nous disait : 'Mais comment peut-on partir en mission aussi dangereuse en ne se connaissant pas, en ne travaillant pas ensemble ?' Il y avait le RMT, il y avait le 8e RPIMa, il y avait les forces spéciales américaines et l'armée afghane. Mais jamais ils n'avaient travaillé ensemble !"

L'espoir des familles de voir désigner des responsables sera douché le 5 octobre 2015. Ce jour-là, la juge Sabine Kheris rend une ordonnance de non-lieu qui sera confirmée par la Cour d'appel de Paris le 12 avril 2016. Cette information n'a jamais été médiatisée. L'unique avocat dans ce dossier, Gilbert Collard, qui assistait les familles au début de l'enquête, n'en fera aucune publicité. Il a déserté les cabinets des juges d'instruction après son élection en tant que député RN du Gard en 2012 (il est devenu depuis député européen).

Judiciairement parlant donc, l'affaire est close. Mais pour les familles, il reste de nombreuses zones d'ombre, notamment parce que la levée du secret défense, demandée par la juge Kheris, a été refusée par celui qui était ministre de la Défense au moment de l'enquête : Jean-Yves Le Drian. La juge Kheris souhaitait qu'on lui remette l'analyse détaillée des faits rédigée par l'état-major. Elle demandait également qu'on lui communique les Frago (les ordres de conduite de la mission à mener). Mais ces documents n'ont pas été déclassifiés. "Si vraiment ils étaient blancs comme neige, s'ils n'avaient rien à se reprocher, pourquoi n'ont-ils pas levé le secret défense ?, s'interroge encore aujourd'hui Jean-François Buil. On se pose la question, et on se la posera toujours."

Pas de reconnaissance aérienne

Les éléments du dossier judiciaire, auxquels la cellule investigation de Radio France a eu accès, apportent cependant quelques éléments de réponse. Ils montrent qu'une succession de mauvaises décisions a pu conduire au drame. L'erreur originelle est sans doute d'avoir maintenu cette mission en dépit de plusieurs alertes. C'est ce qu'explique, dans son procès-verbal d'audition, le soldat de première classe Grégory (comme pour tous les militaires mentionnés, nous ne donnerons que les prénoms) : "La veille du départ, le 17 août, le caporal-chef Damien nous a expliqué que nous devons



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

nous rendre le lendemain sur un point où le reste de la compagnie s'était déplacée trois jours avant, relate-t-il. Le caporal-chef nous a précisé qu'au nord de cette position, il avait été détecté la présence d'une centaine de talibans. (...) Je me demande donc pourquoi le commandement n'a pas adapté le dispositif en prévoyant plus d'hommes et de matériels ainsi qu'une reconnaissance aérienne."

Cette reconnaissance aérienne aurait pu s'effectuer avec l'un des deux hélicoptères de type Caracal de l'armée de l'air française, stationnés à Kaboul. Mais ce jour-là, ils étaient chargés de convoyer des officiels afghans, dont le président Hamid Karzaï. "Le jour où cette patrouille part en mission, il y avait une opération politique de relations publiques avec le président afghan de l'époque", rappelle Frédéric Pons, journaliste spécialiste des questions de défense et ancien colonel de réserve. "Cela avait été défini comme la priorité du jour. La mission de patrouille vers le col d'Uzbin était jugée, non pas secondaire, mais pas prioritaire. Les hélicoptères, qui auraient pu être utilisés pour la reconnaissance des cols étaient donc indisponibles."

La menace talibane est pourtant précise et réitérée. Lors d'une première sortie des militaires français dans la vallée d'Uzbin le 15 août, les villageois de Sper Kunday leur disent de "ne pas s'éterniser" car il y a des talibans dans la zone. Un officier leur répond "on reviendra". Trois jours plus tard, les Français sont de retour. Et, là encore, les habitants les mettent en garde. "Dans la vallée d'Uzbin, il y a plusieurs villages, raconte le soldat de première classe Mikael lors de son audition. Au premier village, nous sommes tombés sur un malek, un chef de village. (...) Il nous a demandé de partir de la zone car c'était risqué. L'adjudant Gaëtan et le lieutenant Ronald se sont concertés, Gaëtan incitant Ronald à partir. Le lieutenant Ronald a rendu compte par la radio au colonel Olivier. (...) Le lieutenant Ronald a déclaré ensuite 'les ordres sont les ordres, on y va'." Le colonel Olivier a donc donné le top départ. À ce moment-là, lui-même se trouve sur la base opérationnelle avancée de Tora (Fob Tora en anglais), où il doit accueillir un invité de marque : le général américain David McKiernan, le commandant en chef de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias). Interrogé par la gendarmerie prévôtale (la police judiciaire militaire) sur l'opportunité de cette mission en vallée d'Uzbin, le colonel Olivier assume : "Nous avons à ce moment-là une évaluation erronée de l'état des forces de l'ennemi. Le 18 août 2008, les talibans se sont montrés sous un jour nouveau avec une stratégie différente et efficiente." Le colonel se justifie aussi d'avoir fait partir sur le terrain des militaires qui n'avaient jamais travaillé ensemble. "Faire travailler cinq unités différentes de trois langues différentes sans commandement unique, n'est-ce pas une source promise de difficultés ?", lui demande l'enquêteur. "Pour moi il n'y avait pas d'action commune à mener, il s'agissait d'éléments distincts."

Une opération sans chef

Des éléments distincts, sans doute. Mais ils devaient mener une seule et même mission. La section Carmin 2 avait pour ordre de monter au col, tandis que la section Rouge 4 restait à l'arrière, en appui, dans le village de Sper Kunday, avec les soldats afghans et les forces spéciales américaines. L'adjudant Gaëtan commandait Carmin 2 et le lieutenant Ronald dirigeait Rouge 4, mais leur chef direct, le capitaine Arnaud n'était pas présent. Il était resté à la base avancée de Tora avec le colonel Olivier pour accueillir le général américain McKiernan. Avec 15 ans de recul, le major Jacques Antoine, ancien militaire du 8e RPIMa aujourd'hui à la retraite et mémoire vive du régiment, s'interroge : "Il y a des choses qui sont pour moi, militaire, incompréhensibles dans cette affaire."



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Ces 120 hommes, de cultures différentes, de langues différentes, pourquoi ils n'avaient pas de chef ? Il y a quelques années, quand on faisait balayer la cour par trois soldats, on mettait un caporal comme responsable. Et là, pour 120 gars qui vont au combat, on ne met pas de chef !”

Cette absence de “chef” sur le terrain pour coordonner la mission a-t-elle eu des conséquences ? Oui, si l'on en croit les auditions des rescapés de Carmin 2. Ils parlent de communication “difficile” avec la section Rouge 4, restée au pied du col et elle aussi prise à partie par les talibans. Les soldats de Carmin 2 se sont sentis abandonnés. Ils sont restés plusieurs heures bloqués sur le versant qui mène au col, sous le feu nourri de 150 insurgés. Ils ont vu leurs camarades tomber. Certains sont morts sur le coup, d'autres ont succombé à leurs blessures.

Des tirs de mortiers qui n'auront pas lieu Très vite l'adjudant Gaëtan, le chef de Carmin 2, demande aux soldats de Rouge 4 de tirer des mortiers sur les talibans pour pouvoir se dégager du piège qu'on leur a tendu. Mais Rouge 4 n'en a jamais tiré, déplore l'adjudant Gaëtan lors de son audition : “J'ai contacté par radio le lieutenant Ronald afin de recevoir un appui mortier, et nous avons eu pour seule réponse ‘problème technique’. Après je n'ai eu plus aucune réponse du lieutenant. Ma radio fonctionnait bien, mais la sienne semblait être hors d'usage ou arrêtée.”

L'adjudant Gaëtan appelle alors, toujours par radio, le capitaine Arnaud, resté à la base de Tora, pour lui demander une aide de toute urgence. “On m'a dit que j'allais recevoir un appui aérien dans trois minutes et qu'il fallait que nous signalions notre présence avec un fumigène (...) Nous n'avons jamais reçu d'appui aérien, et pas non plus d'appui mortier.” Ce témoignage est corroboré par le récit du soldat de première classe Philippe, qui faisait lui aussi partie de Carmin 2 : “Pourquoi le RMT [régiment de marche du Tchad, auquel appartient Rouge 4, NDLR] n'est-il pas venu directement nous soutenir ?, s'interroge le soldat dans son PV d'audition. Un bon mortier de 81 mm, il n'y a rien de tel pour faire un bon appui. (...) Les premiers appuis que nous avons réellement reçus sont les avions américains, les deux F15.”

Les deux avions américains sont effectivement arrivés vers 16h50, une heure vingt après le début de l'embuscade. À peu près au même moment, les renforts terrestres, partis de la base de Tora, atteignent les abords du village de Sper Kunday. Il y a là le capitaine Arnaud, avec les sections Rouge 3, Carmin 3 et une section d'appui disposant de mortiers, qui elle va pouvoir les tirer, comme en témoignera lui-même le général Jean-Louis Georgelin, alors chef d'état-major des armées, lors de son audition à l'Assemblée nationale, en septembre 2008.

Pourquoi donc des mortiers n'ont-ils pas été tirés dès le début de l'embuscade ? Dans son audition, le chef de Rouge 4, le lieutenant Ronald explique que les talibans étaient “trop imbriqués” avec les Français sur la pente qui mène au col. Les mortiers auraient donc pu tuer des soldats de Carmin 2. Mais d'après le major Jacques Antoine, les talibans, qui étaient sur la ligne de crête, ne sont descendus au contact des Français qu'en fin d'après-midi. “D'après les témoignages que j'ai recueillis tout de suite après l'embuscade, personne n'a constaté d'imbrication, au moins dans la première heure, entre les Français qui étaient derrière les rochers à essayer de se défendre et les talibans qui étaient sur la crête. Il y a eu imbrication, oui, mais ça s'est passé en fin de journée”, affirme le major Jacques Antoine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Au sein de Carmin 2, une rumeur, que rien n'étaye, se répand : s'il n'y a pas eu de tirs de mortiers, c'est parce que les soldats de Rouge 4 auraient "oublié" les percuteurs, une pièce indispensable pour pouvoir tirer. Une hypothèse que réfute le major Jacques Antoine. "L'histoire des percuteurs, je n'y crois pas, nous dit-il. Ça dépasse l'entendement. Ne pas emmener les percuteurs, c'est comme si on partait en vacances en voiture sans faire le plein." Le major avance une autre explication : une panne de la Catim. "C'est un appareil qui calcule l'angle de tir des mortiers. Il est souvent en panne parce qu'il est fragile, précise le major. Quand la machine ne fonctionne pas, on utilise la méthode ancienne qui consiste à utiliser un papier et un crayon, des jalons et une carte. Or, il semblerait que ces équipes mortiers ne maîtrisaient pas bien la méthode ancienne et faisaient certainement trop confiance à leur machine."

La trahison de l'interprète ?

Autre élément qui continue de hanter les rescapés de Carmin 2 : le rôle de l'interprète afghan qui les accompagnait. Chaque section avait son traducteur. Celui de Carmin 2 s'appelait Perwiz. Durant leurs auditions, les militaires racontent que Perwiz a été surpris en train de téléphoner, en cachette, quelques heures avant le départ de la mission. C'est le soldat Philippe qui a fait cette découverte. "Le 18 août, avant le départ de la base de Tora, le chef de section, l'adjudant Gaëtan, a informé l'interprète de notre destination finale, à savoir le village de Sper Kunday, raconte-t-il. Je suis remonté dans mon véhicule blindé. De ma tourelle, j'ai constaté que l'interprète s'était un peu isolé et qu'il était en train de téléphoner. Il parlait alors dans sa langue natale. Ayant été sensibilisé à ce type de comportement jugé à risque, j'ai rendu compte immédiatement à mon chef de groupe. (...) D'après les déclarations de l'interprète, ce dernier aurait eu besoin de joindre sa mère. Nous n'avons pas modifié nos instructions et la patrouille s'est mise en route."

L'information remonte aux officiers qui décident de maintenir la mission. Le capitaine Arnaud assume cette prise de risque. "À titre personnel, je ne crois pas que cet interprète en particulier renseignait l'ennemi, avance l'officier devant les enquêteurs. Il n'était pas question d'interdire les communications téléphoniques des interprètes, même si j'avais imposé des règles de prudence pour limiter les appels. Il faut savoir que les interprètes étaient généralement de jeunes Afghans qui étaient étudiants et bien souvent morts de trouille pour eux et leurs familles."

Perwiz sera tué durant les combats, ce qui peut laisser penser qu'il n'était pas un informateur des talibans. Mais parmi les militaires de Carmin 2, le soupçon d'une trahison demeure. Ils estiment que la mission dans la vallée d'Uzbin aurait dû être au minimum reportée. "Le problème de l'interprète a été sous-estimé par nos chefs. Nous, nous avons 20 ans. Nous n'avons pas prêté attention à cet événement", déplore le soldat Mikael lors de son audition.

Selon les informations de la cellule investigation de Radio France, les conversations des interprètes qui travaillaient avec l'armée française étaient écoutées par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, service secret) pour justement prévenir toute trahison. Tout comme étaient écoutées les conversations des chefs talibans, et même de certains membres de l'armée nationale afghane. Une source qui travaillait à l'époque à la DGSE sur l'Afghanistan, n'a "pas souvenir" qu'un élément suspect ait été remonté concernant Perwiz.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

“Peut-être a-t-il donné des renseignements aux talibans pendant les trois premières secondes de son appel, suggère cette source. Car à l’époque, ces trois premières secondes n’étaient pas interceptées. Peut-être a-t-il renseigné les talibans par le biais de sa mère, qu’il dit avoir appelée. Peut-être a-t-il utilisé un langage codé. Par exemple, chez les talibans, les ‘volailles’ et ‘les oncles maternels’, cela désigne les Français. Quoiqu’il en soit, par précaution, après avoir vu l’interprète téléphoner, il aurait fallu reporter ou annuler la mission le temps de faire des vérifications.” Cet ex-salarié de la DGSE explique aussi qu’il y a eu “un avant et un après Uzbin”. Car après l’embuscade, les conversations interceptées ont été traduites et retranscrites au mot près.

“En avant les coyotes !”

Au-delà des questions opérationnelles, des soldats de Carmin 2 reprochent aussi à certains de leurs chefs une attitude déconnectée des risques du moment. Si l’adjudant Gaëtan est considéré comme un héros par ses hommes, car il s’est battu pendant des heures à leurs côtés (il a d’ailleurs été blessé), les autres officiers et sous-officiers en prennent pour leur grade. “Pendant l’embuscade, l’adjudant Gaëtan a fait par radio la liste des gars blessés. Il devait y en avoir près d’une dizaine, raconte lors de son audition le soldat de première classe Alexandre. Je me souviens alors d’une communication radio en provenance du capitaine Arnaud et d’une réponse absurde qui était la suivante : ‘en avant les coyotes, prenez le col’. Je ne comprenais pas. Il avait pourtant tous les comptes rendus. Il ne pouvait ignorer que nous étions dans une situation extrême.”

D’autres propos ont choqué les rescapés, comme ceux rapportés par le soldat Mikael : “Après l’embuscade, le lieutenant Ronald, qui était le commandant de Rouge 4, la section qui devait nous appuyer et qui ne nous a jamais appuyé, était à l’hôpital. Il nous a déclaré : ‘C’est bien les gars, on va avoir la croix de la Valeur militaire.’ On s’est regardé avec d’autres gars de Carmin 2 et on avait un sentiment de haine.” Quant à l’adjudant Gaëtan, il fait part lui aussi de sa colère lors de son audition à la Prévôté. “Si je devais avoir des questions à poser, elles seraient les suivantes : qu’est-ce que ça veut dire ‘problème technique’ pour les mortiers ? Pourquoi n’avons-nous pas un élément de coordination avec cinq sections ? On nous apprend à l’école et en instruction à respecter les règles. Et quand certains chefs ne les respectent pas, il n’y a pas de sanction.” Pour l’adjudant Gaëtan qui fait office de figure paternelle et protectrice parmi les hommes de sa section, “c’est ça le problème pour les familles”.

La loi de Murphy

Aucun des officiers mis en cause, sollicités par le biais de la Dicod (service de communication du ministère des Armées) n’a souhaité répondre à nos questions. La Dicod nous a fait parvenir le message suivant : “L’armée s’attache à réduire au maximum la part du hasard et de l’impondérable par une préparation opérationnelle de qualité et une conduite raisonnée des opérations. Il ressort que, face à cette embuscade, le comportement des soldats français sous le feu a été exemplaire et les actes d’héroïsme, individuels et collectifs, nombreux.”

La ligne est donc la même qu’il y a 15 ans : à Uzbin, aucune erreur n’a été commise. D’après une note confidentielle de l’état-major versée à l’époque au dossier judiciaire, “Carmin 2 s’est retrouvée au mauvais endroit au mauvais moment, face à un adversaire qui se tenait prêt à exploiter une situation temporairement défavorable”.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Septembre 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Il est écrit "qu'aucun renseignement" sur la présence de talibans dans la zone "n'a été négligé". "La juxtaposition de renseignements vagues ne constitue pas un renseignement exploitable", peut-on lire sous la plume de l'état-major qui conclut ainsi : "La mission du 18 août 2008 a été préparée et conduite dans le respect des normes militaires en vigueur. Que cette mission ait entraîné la mort au combat de 10 soldats français relève malheureusement de la nature même des actes de guerre."

Le major Antoine fait une autre lecture de ces événements. "Cette histoire d'Uzbin c'est un peu la loi de Murphy", lâche celui qui est aujourd'hui un historien passionné du 8e RPIMa. "C'est une succession d'erreurs, de manque d'interprétation, de manque de clairvoyance, de ratés... et cela mène à une catastrophe." Pour autant, selon lui, "cela ne relève pas du pénal. Parce que sinon, on ne mène plus aucun combat, plus aucune intervention, on ne fait plus rien."

Des "sanctions douces"

Selon une autre source militaire, si l'armée n'a pas reconnu d'erreur à l'époque, c'est parce qu'elle ne pouvait pas se le permettre. "Un mois et demi auparavant, il y avait eu Carcassonne", nous dit-on. Le 29 juin 2008, dans l'enceinte du 3e RPIMa, une journée portes ouvertes était organisée avec simulation de prise d'otages. 16 personnes, dont cinq enfants, avaient été touchées par un tir en rafale d'un fusil Famas. C'était un accident. Un militaire, condamné depuis, avait gardé par erreur des balles réelles dans un chargeur de cartouches à blanc. Le président Nicolas Sarkozy avait alors traité les militaires "d'amateurs". "Un mois et demi après Carcassonne, on ne pouvait pas admettre publiquement les erreurs commises à Uzbin. Ce n'était pas possible, analyse a posteriori notre source militaire. Il ne fallait plus faire de vagues."

Mais dans les coulisses, des leçons semblent tout de même avoir été tirées. Après le drame d'Uzbin, les moyens matériels demandés jusque-là en vain par l'état-major ont été débloqués à la hâte. Preuve, selon le journaliste Frédéric Pons, que le pouvoir politique avait sous-estimé la situation sécuritaire en Afghanistan. "Avec plus de moyens en hélicoptères et en drones, l'embuscade aurait peut-être pu être évitée, explique-t-il. C'est frappant et rageant parce qu'on savait que le dispositif français manquait d'un certain nombre de moyens. Ils avaient été listés mais le pouvoir politique les avait refusés à l'état-major. Dès le lendemain d'Uzbin, tout a été débloqué. Ça allait des nouveaux gilets pare-balles plus légers, plus maniables et plus efficaces, jusqu'aux hélicoptères, aux drones et aux canons qui manquaient avant Uzbin."

Enfin, selon nos informations, plusieurs officiers mis en cause pendant l'enquête n'ont pas eu l'avancement de carrière auquel ils auraient pu prétendre. Un officier supérieur à l'avenir prometteur a préféré quitter l'armée. Il travaille aujourd'hui dans le privé. Des "sanctions douces" ont donc été prises, mais à l'abri des regards.

À LIRE :

"Opérations extérieures - Les volontaires du 8e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009" de Frédéric Pons (Presses de la Cité, 2009) "Retour sur l'embuscade d'Uzbin: Afghanistan 18 août 2008" de Michel Goya (2019) À VOIR :

"L'Emboscade", documentaire de Jérôme Fritel diffusé dans Infrarouge sur France 2 en 2013